Ma lune de miel avec Yvan Mayeur (et Paul Magnette)

J'ai récemment eu l'occasion de débattre aux côtés de mon bourgmestre, Yvan Mayeur, à propos de son litigieux piétonnier bruxellois. L'homme étant un dur à cuire, je m'apprêtais à un rude affrontement. Mais quelque chose d'inattendu se produisit ce jour-là : pendant un bref instant, témoignant de *« la haine »* qui s'abat sur lui depuis l'instauration du piétonnier, il laissa entrevoir l'homme qui se cache derrière le politicien… Pour la première fois, je ressentis quelque chose comme de l'empathie pour ce visionnaire, forcé d'imposer *« un changement de paradigme »* écologique et comportemental à coups de menton, face au conservatisme de ses semblables.

Le hasard du calendrier avait fait que ce débat se déroulait au plus fort de la semaine de résistance héroïque opposée par la Région wallonne au reste du monde à propos du CETA – résistance incarnée par Paul Magnette et le Parti Socialiste. Alors que mon cœur vibrait à l'unisson de ces nouveaux hérauts de la démocratie participative, en plein *coming-out* alter-mondialiste et qui redoraient le blason du politique, mon esprit faisait le parallèle avec Mr Mayeur : issu du même parti, il se bat lui aussi seul contre tous. Et l'empathie se transforma en sympathie. Touché par son récit, je me devais de lui donner quelques conseils – étant redevable de celui qu'il m'avait proféré, un jour où je m'étais permis de l'interpeller depuis les rangs du public lors d'un conseil communal : *« Je vous propose de vous présenter aux élections, d'être élu et d'ensuite vous exprimer ! »* M'aventurant sur un terrain glissant (la vindicte populaire a rendu l'homme légèrement susceptible voire paranoïaque), c'est avec la plus grande bienveillance que je me permis d'émettre quelques hypothèses sur les raisons de son désamour…

Mon bourgmestre semble avoir besoin de beaucoup d'attention et de reconnaissance. C'est humain. Mais pour l'obtenir, ne devrait-il pas écouter ses concitoyens (au moins faire semblant), comme le camarade Magnette, et désamorcer ainsi la colère qui s'est répandue contre sa méthode ? Car imaginons qu'au lieu de *« poser un acte politique majeur »* au pas de charge, tout en répondant aux mécontents *« Qu'on nous laisse faire ! »*, il ait pris en compte leur avis, et qu'au lieu de tout faire pour incarner personnellement ce projet, il ait impliqué un maximum de monde dans son élaboration : n'aurait-il pas ainsi profité d'une intelligence collective, créé de l'adhésion, évité une communication incompréhensible et des cafouillages et adaptations à la petite semaine ?

Le *bashing* qu'endure mon bourgmestre provient, pense-t-il, *« de bourgeois bien pensants du sud de Bruxelles »* pour qui la voiture est l'inaliénable mère de toutes les libertés. Mais admettons qu'à mieux tendre l'oreille dans cette pluie de critiques, la réalité s'avère un millipoil moins binaire et qu'on y distingue soudain une diversité de points de vue, émis tant par des habitants et commerçants du centre-ville que par des usagers venus d'autres communes, automobilistes comme cyclistes, issus de toutes catégories sociales, mais ayant en commun de penser que son projet a rendu le Pentagone plus infernal qu'avant… Il se pourrait même qu'on y perçoive les voix d'adeptes de la mobilité douce : des alliés du *« changement de paradigme »*, déplorant que celui-ci s'accomplisse sur les grands boulevards alors que les voitures et leur pollution sont renvoyées dans les petites artères voisines, et au prix d'une entrave de la desserte des transports en commun.

Supposons, enfin, que dans le débat public qui fait rage depuis deux ans, « le piétonnier » soit devenu un terme générique englobant un tas d'aspects n'ayant en partie rien à voir avec des questions de mobilité. Que les autorités n'aient rien fait pour dissiper cette confusion, par exemple en déclarant, acculées par la critique, que *« le*

périmètre du piétonnier ne sera pas réduit mais qu'il y aura une réduction de la zone strictement piétonne ». Qu'il se trouve des Bruxellois craignant que ce périmètre vise avant tout à *« booster l'attractivité touristique »*, et dont la vision des précédents piétonniers du centre-ville (artères de chalandise sans âme ni habitants, où la variété des commerces a disparu au profit de grandes chaînes et de franchisés) ou d'autres exemples à l'étranger (le Paris muséifié, la Barcelone acculée à lancer une politique répressive contre le tourisme de masse, etc.) ne rassure guère. Depuis l'instauration du piétonnier, la Ville de Bruxelles ne fait pas grand chose pour contredire ces mauvaises langues : tout-à-l'événementiel sur les boulevards, manifestations politiques détournées, écran publicitaire géant, concession à ClearChannel pour développer de l'affichage digital, suppression des kiosques à journaux, tentative de fermeture d'une baraque à caricoles, privatisation de la place Sainte-Catherine au bénéfice de terrasses de restaurants, interdiction de la consommation d'alcool en rue, élaboration d'un Schéma de développement commercial voulant attirer une *« offre haut de gamme en lien avec la clientèle des touristes/congressistes »*, projets d'ouvrir un centre commercial et de transformer la Bourse en *Beer Temple*, béatitude affichée lors de l'ouverture d'un énième Carrefour (ce *« commerce à destination des habitants [qui] correspond bien à la mixité de fonctions qu'on recherche »*), etc. Tout cela n'est-il pas propice à créer la sensation que le *« projet de ville »* de mon bourgmestre s'inscrit prioritairement dans la compétition entre grandes villes dans une économie globalisée ?

J'en étais là dans mes réflexions amicales, lorsqu'il me fit comprendre par ses sarcasmes que j'avais tout faux. Flinguant la partialité de mon analyse, il informa l'assistance que mes rares informations pertinentes étaient à mettre sur le compte d'échevins de sa coalition. Traduction : si *« le changement de paradigme »* est imparfait voire incohérent, c'est de la faute à ses partenaires libéraux. Telle Els Ampe qui veut construire *« plus de tunnels à Bruxelles »*, ou Marion Lemesre pour qui « piétonnier » rime surtout avec « touristes chinois » — ce n'est pas pour rien que la Ville y célèbre désormais le Nouvel An chinois, ou a lancé les opérations *I Shop on Sundays* (afin qu'ils trouvent les magasins ouverts le dimanche) et *You will Love Chinese Shoppers* (pour leur faire connaître Bruxelles comme une *« cool luxury shopping destination »*)… Pauvre Yvan, songeais-je : devoir exercer le pouvoir avec des mandataires aux idées opposées, quel rôle ingrat. C'est donc quelque peu surpris que j'appris, dans la foulée, son souhait de reconduire cette alliance contre nature aux prochaines élections : *« On a pris les risques, on a fait le boulot, on ne va tout de même pas laisser le soin à d'autres de couper les rubans »*. Et patatras ! Voilà que la haute idée que je m'étais faite de la politique, en cette semaine où la Wallonie ne démordait pas de ses principes sociaux et démocratiques, se résumait au final à une vulgaire affaire de coalition.

Quelques jours plus tard, les socialistes francophones (qui déclaraient la veille encore que le temps de la démocratie aurait besoin de plusieurs semaines avant d'arriver à un accord) présentaient soudainement le CETA comme un bon traité. Et ceci *« sans [y] toucher une virgule »*, claironnait le Premier ministre Charles Michel, s'envolant rassuré vers la Chine d'où il rapporta un joli trophée : *« Le plus grand parti communiste du monde soutient mes réformes [libérales] et m'encourage à les intensifier. »*

Non seulement mon bourgmestre n'avait pas voulu de mon amour, mais ma boussole politique était à nouveau déréglée. Si le socialisme est soluble dans le libéralisme, *« le changement de paradigme »* n'est donc pas pour demain ?

Gwenaël Breës

Article paru dans le n°27 de « Kairos, journal antiproductiviste », novembre-décembre 2016.

Petit bréviaire de novlangue piétonnisante

Sous l'apparence sympathique de permettre *« aux citoyens de se réapproprier l'espace public »*, le piétonnier que de nombreux Bruxellois avaient appelé de leurs vœux s'est transformé en projet de parc-à-thèmes flanqué de sa *« route des parkings »*.

Au fil des plans et annonces qui se succèdent depuis plus d'un an, les desseins de la Ville de Bruxelles pour la naissance d'un *« nouveau cœur »* urbain (« BXL.Heart ») se précisent. Les boulevards centraux sont voués à devenir *« une succession de places et placettes »* avec d'un côté, la place De Brouckère redessinée en *« agora »* (aussi appelée *« Times Square »*) et de l'autre, la place Fontainas en *« jardin »*. Entre les deux : l'espace situé devant l'actuel Centre administratif se métamorphoserait en *« foyer »*, la place de la Bourse en *« théâtre urbain »* et l'immeuble de la Bourse en « New Beer Temple ». Le ton est donné : dans l'auto-proclamée *« plus grande zone piétonne d'Europe »*, ce sera « Plaisirs d'Hiver » toute l'année.

Les transports en commun seront déviés de cette *« zone confort »*, mais un petit train électrique permettra aux touristes d'y circuler et des taxis de rejoindre le casino.

Pour parfaire ce plan de lutte contre *« la bronchiolite, première maladie infantile de notre Ville, dûe au taux de pollution extrêmement élevé dans notre Ville »*, le Mayeur et son Collège veulent construire quatre nouveaux parkings souterrains sous des places historiques. Ils seront concédés pour une durée de 35 ans à des investisseurs privés à qui il incombera d'élaborer et réaliser le réaménagement des espaces publics. À ceux qui s'étonnent de ce projet en contradiction avec la suroffre de places de stationnement dans le périmètre et avec le Plan régional de Mobilité (qui vise à réduire l'utilisation de la voiture individuelle de 20% à l'horizon 2018), on rappellera que le Ministre régional de la Mobilité est aussi élu à Bruxelles-Ville et qu'il défend ces mesures négociées entre les partis de la majorité communale. Rien d'étonnant donc à ce que la Région mette son stand au MIPIM de Cannes (le marché international de la promotion immobilière) à disposition de la Ville pour y promouvoir son projet, baptisé pour l'occasion « BXL.Park ».

Autour de la *« zone confort »* : une *« boucle de desserte »* automobile, prompte à saturer des artères habitées et pour certaines déjà complètement embouteillées aux heures de pointe. Si le Mayeur s'offusque du vocable de *« mini-ring »*, son Échevine de la Mobilité n'hésite pas, elle, à parler de *« route des parkings »*. Elle demande d'ailleurs *« aux gens qui n'ont pas de voitures d'être solidaires avec ceux qui en ont une »*, et précise ainsi sa pensée : *« Nous essayons que les automobilistes qui pénètrent dans le Pentagone évitent au maximum les quartiers résidentiels »*. Les habitants du Pentagone, eux, peuvent subir la « zone d'inconfort » et sa pollution automobile…

Mini-ring, parkings… et bling-bling

L'Échevine des Affaires économiques, elle, voit ces parkings comme l'opportunité d'accroître *« l'attractivité des logements, avec pour conséquence éventuelle l'arrivée d'habitants à meilleure capacité contributive »*, et le piétonnier comme *« un plan de redéploiement économique »* permettant de *« booster le cœur de ville »*. Au programme : étendre l'autorisation d'ouverture dominicale des commerces, *« upgrader l'offre commerciale »* en attirant *« des enseignes de qualité »* et en décourageant *« le bas de gamme »* — ce qui sera fait notamment par le non renouvellement de certains baux commerciaux de rez-de-chaussées appartenant à la Ville, ou encore par l'interdiction de

mener une activité horeca à certains endroits…

La Ville veut agir, car les commerces du centre-ville sont menacés par Neo, ce vaste projet de transformation du plateau du Heysel en centre d'affaires, de loisirs et de commerce, qui a été initié… par la Ville, sous forme d'un partenariat public-privé des plus opaques. L'avènement de Neo, avec son centre commercial de 70.000 m2, ses bureaux et ses parkings, se solderait par une perte de clientèle de 23% pour les commerces du centre. C'est du moins le résultat d'une étude commanditée par la Ville à un consultant privé spécialisé dans le *« geomarketing »*… qui a aussi travaillé pour Neo.

L'Échevine des Affaires économiques, opposée à Neo lorsqu'elle siégeait dans l'opposition, le défend aujourd'hui *« par cohérence politique »*. Gênée aux entournures, elle veut éviter de construire *« un succès qui se baserait sur l'effondrement du cœur de ville »*. Remède préconisé : spécialiser les *« noyaux commerciaux »* en leur donnant de *« nouvelles identités »*. Ainsi, la rue Neuve deviendrait la *« High street belge n°1 »* attirant notamment *« des concepts de magasins voués à une marque (ex. : Disney) »* ; la place De Brouckère un *« cœur créatif moderne d'interconnexion »* avec *« pop up store permanent axé sur les innovations »*, *« bornes de réalités augmentées »* et *« logements pour classe créative »* ; le boulevard Adolphe Max jouerait la carte d'une *« offre haut de gamme en lien avec la clientèle des touristes/congressistes »* ; le boulevard Anspach accueillerait *« des commerces d'achats d'impulsions »*, etc.

Adieu simples troquets, artisans, bouquinistes, épiceries, pharmacies, night-shops et autres commerces de proximité ? Place au *« centre commercial en plein air »* ? Ceux qui craignaient une « disneylandification » du centre-ville ne croyaient pas si bien dire.

Un Mayeur « qui ose »

Derrière l'affirmation martelée en boucle qu'il faut avoir *« une vision »* et *« des ambitions »* pour la ville, et que celles-ci doivent *« profiter en premier lieu aux habitants »*, la *« cohérence »* qui émerge des plans de la Ville est plutôt celle d'un urbanisme déterminé par le tourisme et le *« benchmark international »*.

Le Collège peine ainsi à justifier que ses plans n'aient fait l'objet d'aucune étude d'incidences ni enquête publique, qu'ils soient si peu concertés avec ses services administratifs et contradictoires avec d'autres plans de la Ville encore en cours d'exécution comme certains Contrats de quartier. Quant au *« processus participatif »* mis en place, il se contente *« d'informer pour garantir l'adhésion »* des habitants.

« Je sais que ce plan fait peur. C'est normal, parce que c'est nouveau et quand c'est nouveau, ça fait peur », répète à l'envi l'Échevine de la Mobilité pour expliquer les nombreuses critiques auxquelles elle doit faire face. Mais en fait de *« modernité »* et d'*« innovation »*, le système qui permet l'éclosion de ces projets est une banale réplique du modèle de gouvernance néo-libérale, promu au rang d'horizon indépassable de la démocratie locale.

Lorsqu'on y regarde de plus près, ce système a aussi quelque chose de moyenâgeux. Il faut assister à un Conseil communal à Bruxelles-Ville pour observer à quel point le Mayeur et ses Échevins, assis dans leurs fauteuils cossus sous les lambris dorés de la salle du Conseil, méprisent tout questionnement ou critique émis envers leurs projets. *« Le pouvoir, c'est de ne pas partager toute l'information et de la garder pour soi »*, dit le Mayeur en réponse à une question d'élus de l'opposition… Élus auxquels il arrive de ne recevoir l'ordre du jour complet d'un Conseil communal que quelques jours avant sa tenue, voire des documents juridiques importants et complexes le jour-même de leur mise

au vote.

Il faut le voir pour le croire. Voir le Mayeur brandir le résultat d'une étude confiée à un bureau privé qui n'a de *« participative »* que le nom, et affirmer, sous le feu des critiques, qu'il bénéficie d'un large soutien de la population. Voir les membres de sa Cour gloser sur les questions des conseillers communaux, qu'ils écoutent à peine, trop occupés qu'ils sont à surfer sur leur Smartphone ou à ricaner entre eux. Les voir évacuer les questions gênantes sans y répondre, tout en prétendant y avoir *« déjà répondu »*, ou prétendre que des études sont publiques alors qu'elles sont secrètes… voire inexistantes. Voir encore le Mayeur crier sur les citoyens mécontents, confinés dans un minuscule espace au fond de la salle, qu'ils ont juste le droit de se taire, *« de se présenter aux élections, d'être candidats, d'être élus et d'ensuite s'exprimer »* ! Une phrase cocasse pour un Bourgmestre non élu. Car ce mandataire peu populaire ne doit sa nomination qu'à sa soif de pouvoir et au stratagème de son parti qui l'a hissé dans ce fauteuil à la place de son prédécesseur, jugé trop vieux, en échange d'une retraite dorée. Ce dernier a été recasé aux manettes de… Neo.

Gwenaël Breës

Article paru dans le n°19 de « Kairos, journal antiproductiviste pour une société décente ».

Le « nouveau cœur » de Bruxelles va-t-il lui faire perdre son âme ?

C'est désormais officiel. Le grand projet de piétonisation des boulevards du centre, cher à la majorité socialiste-libérale de Bruxelles-Ville, a donc un revers : il va provoquer la création d'un mini-ring et de quatre parkings dans le Pentagone. Des années de chantier en perspective pour un résultat qui est de nature à chambouler la vie sociale et commerçante de plusieurs quartiers centraux, dont les Marolles. Comme aux pires heures de l'urbanisme bruxellois…

Les socialistes bruxellois, menés par le bourgmestre Yvan Mayeur, avaient fait de la piétonisation des boulevards du centre le dossier emblématique de la législature en cours. Dans le projet dévoilé en janvier 2014, la Ville dévoilait son intention de transformer les *« boulevards en une succession de places »* pour créer *« un nouveau cœur pour Bruxelles »* et permettre *« aux citoyens de se réapproprier l'espace public »* ((*« Un nouveau cœur pour Bruxelles »*, Ville de Bruxelles, dossier de presse du 31/01/2014.)). *« Une approche innovante »* censée *« profiter en premier lieu aux habitants de ces quartiers »* ((*« Un nouveau cœur pour Bruxelles »*, Ville de Bruxelles, dossier de presse du 31/01/2014.)).

En termes d'accessibilité, la Ville annonçait l'instauration d'un *« véritable maillage de mobilité multimodal »* et plus précisément d'un *« système de boucles »* dont l'objectif était *« de décourager la circulation de transit en la déviant vers la Petite Ceinture, d'acheminer de façon plus fluide la circulation de destination et de libérer l'espace pour les piétons et les cyclistes »* ((*« Un nouveau cœur pour Bruxelles »*, Ville de Bruxelles, dossier de presse du 31/01/2014.)).

En somme, il s'agissait d'un gros projet, dans l'air du temps, moderne, écologique et tout et tout… bref, digne de faire entrer un bourgmestre dans l'Histoire. Peut-être

qu'un jour, Bruxellois et touristes allaient flâner sur la place Yvan Mayeur, à côté de la place De Brouckère que ce jeune et grand visionnaire avait appelé à devenir rien moins que *« le Times Square de Bruxelles »* ((*« Yvan Mayeur: « Un Times Square au centre de Bruxelles »*, La Libre Belgique, 13/12/2013.)).

À la Ville, ça marchande comme à la brocante

Mais c'était sans compter sur les partenaires libéraux de la majorité bruxelloise. Ceux-ci, dont leurs électeurs aimaient paraît-il se déplacer en voiture, avaient besoin d'une compensation pour avaler la couleuvre socialiste. Ils avaient ainsi obtenu une jolie sucette : à l'initiative d'Els Ampe, échevine OpenVLD de la Mobilité, des Travaux Publics et du Parc automobile, le Collège de Bruxelles-Ville décida de construire 1600 nouveaux emplacements répartis en 4 nouveaux parkings souterrains au plus proche du *« nouveau cœur »* de Bruxelles (Yser, Nouveau Marché aux Grains, place Rouppe, place du Jeu de Balle et en bonus, une extension du parking Poelaert baptisée Sablon-Marolles). Et en guise de *« boucles de desserte »*, c'est finalement une grande boucle qui sortit des cartons de la Ville afin de relier les nouveaux parkings : un véritable mini-ring prompt à saturer des artères habitées et pour certaines déjà complètement embouteillées aux heures de pointe (rues du Lombard, des Alexiens, des Bogards, Van Artevelde, de la Vierge Noire, de l'Ecuyer, d'Arenberg, Fossé-aux-Loups,…).

> *Pour « décourager la circulation de transit en la déviant vers la Petite Ceinture », le Collège échevinal a voté l'augmentation de l'offre de parkings en plein centre-ville !*

Résultat de ce marchandage : pour *« décourager la circulation de transit en la déviant vers la Petite Ceinture »*, le Collège échevinal a voté l'augmentation de l'offre de parkings en plein centre-ville (qui compte déjà parmi les plus hauts ratios d'Europe) ! Une décision absurde, tant le lien entre la possibilité de se garer et le choix de la voiture comme mode de déplacement est devenu évident de nos jours ((Les « Cahiers de l'Observatoire de la mobilité », édités par la Région bruxelloise, l'ont rappelé récemment : *« La disponibilité d'une place de parking à proximité du domicile, et davantage encore à destination du déplacement, est un incitant majeur à l'usage de la voiture »* - De Witte, 2011.)). Qui plus est, les 1600 places de parking supplémentaires que projette de construire la Ville iraient s'ajouter aux 18.978 déjà existantes dans les 34 parkings que compte le centre de Bruxelles… et dont le taux d'occupation est d'à peine 60% ((Selon les chiffres officiels établis tant par Bruxelles Mobilité que par le Plan communal de mobilité.)) !

Il existe donc 6000 à 7500 places de parking inoccupées dans le Pentagone. Soit amplement de quoi compenser les 600 qui seraient supprimées en surface par la piétonisation des boulevards du centre ((*« Parkings publics souterrains : les projets de la Ville de Bruxelles doivent être enterrés ! »*, communiqué de presse de l'ARAU, 08/05/2014.)). Pourquoi en créer de nouvelles ? C'est pourtant ce que la majorité socialiste-libérale appelle, contre toute évidence, un projet cohérent : *« Ce grand réaménagement aura le mérite d'être cohérent. Bordeaux a dû passer par là il y a quelques années, mais tout le monde s'en félicite aujourd'hui et la considère comme une ville modèle »* ((*« Le centre en chantier jusqu'en 2018 »*, Le Soir, 08/11/2014.)).

Circulez, y a rien à voir…

Ironie de l'histoire : alors que le Parking 58, situé en plein dans le périmètre du futur piétonnier, devrait bientôt disparaître pour faire place au nouvel immeuble administratif de Bruxelles-Ville ((Nouvel immeuble administratif où sont d'ailleurs prévus 847 emplacements de parking.)), la démolition de ce symbole de la bruxellisation marque paradoxalement le retour d'une politique qu'on croyait révolue. Même si le discours a changé et s'est fait plus moderne, même si ce n'est plus à la fonction « bureau » qu'on vend la ville mais désormais *« aux citoyens »* et aux touristes qu'on la *« rend »*, le résultat est une politique similaire à celle qui a défiguré Bruxelles entre la moitié des années 1950 et les années 1970, faisant la part belle aux voitures et aux parkings… et accessoirement fuir les habitants.

Ceux-là, ils peuvent bien fuir, d'ailleurs. Ce sont des emmerdeurs, jamais contents. Les commerçants ? Ils ne pensent qu'à leur commerce. Les associations ? Des emmerdeuses aussi, mais des professionnelles. À quoi bon s'embarrasser à consulter tout ce petit monde ? Leurs préoccupations et revendications multiples viendraient gâcher la concrétisation de cette grande vision pour la ville. *« Times Square »* vaut bien ça… Le Collège échevinal a donc préféré sortir prudemment les nouveaux parkings de son chapeau, sans la moindre concertation préalable (pas même de son administration) et le plus tard possible, histoire de prendre tout le monde de court. Une technique censée lui permettre de passer en force et d'éviter d'avoir à répondre à des questions inutiles.

> *Il n'y a pas d'études : elles seront faites plus tard, une fois la concession délivrée à une société de parking pour 35 ans.*

Des mesquins pourraient demander, par exemple, en quoi un parking est *« indispensable »* ((Selon les propos d'Els Ampe à Télé Bruxelles, 21/11/2014.)) sous la place du Jeu de Balle, alors que celle-ci est située à 400 mètres du parking de la Porte de Hal (500 places) et à 600 mètres du parking Poelaert (500 places). Des naïfs pourraient demander à voir les études d'impact et leurs résultats, par exemple en termes de flux de circulation sur le quartier des Marolles où les ambulances de l'hôpital Saint-Pierre ont déjà du mal à se faufiler dans les voiries étroites et encombrées… Mais non. D'abord, il n'y a pas d'études : elles seront faites plus tard, une fois la concession délivrée à une société de parking pour 35 ans. Et puis, comment voulez-vous que tous ces curieux donnent leur avis sur un Masterplan et un Plan de Mobilité qui ne sont même pas rendus publics ? De toutes façons, les commerçants et les habitants sont *« demandeurs »*, assure Yvan Mayeur ((« Un parking sous la Place du Jeu de Balle », sur le site de Marie Nagy, 17/11/2014.)) !

Et d'ailleurs, il est faux de dire qu'il n'y a pas de participation : la Ville organise actuellement un processus participatif consistant en plusieurs *« groupes de travail composés de dix personnes maximum par groupe »*, dont les participants, désignés par *« tirage au sort »* ((*« Participer au réaménagement des places et boulevards du centre »*, sur le site de la Ville de Bruxelles.)), travaillent à partir de l'information que veut bien leur donner le Collège et peuvent ainsi donner leur avis sur le nom et le logo du projet, la couleur des pots de fleurs et autres éléments de première importance.

Des p’tits trous, des p’tits trous…

Devant les réactions atterrées des marchands et commerçants de la place du Jeu de Balle à l’annonce de la construction d’un parking, les élus ont tenté de se faire rassurants…

> *« On fera des petits trous et puis on avance » (Els Ampe).*

- Combien de temps va durer le chantier ? 24 mois selon certains, 30 mois selon d’autres. Mais trop de chantiers à Bruxelles se sont éternisés pour que quiconque puisse les croire de bonne foi.
- Que va devenir le marché pendant les travaux ? Là encore, les réponses se contredisent, laissant entrevoir une certaine improvisation sur le sujet. Els Ampe se veut très optimiste, assurant que les entrepreneurs procéderont par phases : *« On fera des petits trous et puis on avance »* ((Selon les propos d’Els Ampe à Télé Bruxelles, 21/11/2014.)). Selon elle, une partie des marchands pourrait rester sur la place, tandis que d’autres intégreraient la cour de la caserne du jeu de Balle, pourtant pas très grande. Mais Marion Lemesre, l’échevine des Affaires économiques, voit plutôt elle une délocalisation à la place de la Chapelle… à 500 mètres de là…
- Que vont devenir les commerçants de la place du jeu de Balle et ses abords ? Là, personne n’a de réponse. Pourtant, nul ne peut ignorer qu’un tel chantier fera d’importants « dégâts collatéraux » dans le commerce local, qui est sensiblement lié à l’activité du marché.

Le parking, cheval de Troie de la sablonisation des Marolles

Si nos édiles communaux ont du mal à convaincre de la cohérence de leur politique de mobilité, leur vision de l’avenir du centre-ville semble beaucoup plus homogène. Pour eux, il doit s’aseptiser, devenir propre, chic. Beau. Une sorte de vaste parc à thèmes permanent dédié à l’événementiel et au tourisme, avec juste ce qu’il faut de typique tout en attirant des enseignes de renommée. La *« succession de places »* *((« Un nouveau cœur pour Bruxelles », Ville de Bruxelles, dossier de presse du 31/01/2014.))* qui seront aménagées sur les boulevards centraux s’inscrivent dans cette droite ligne.

> *« Ça permettra aussi d’attirer des riverains avec une meilleure capacité contributive » (Marion Lemesre).*

Et cette fois, on dirait bien que le marché aux puces est dans la ligne de mire de cette *disneylandification* de la ville. *« Cette place est en mauvais état. Ce sera aussi l’occasion de la restaurer »*, déclare Els Ampe ((*« Le centre en chantier jusqu’en 2018 »*, Le Soir, 08/11/2014.)). *« Ça permettra aussi d’attirer des riverains avec une meilleure capacité contributive »*, renchérit sa collègue Marion Lemesre ((Marion Lemesre au Conseil communal de Bruxelles, 17/11/2014.)).

En effet, la Ville semble voir d’un bon œil le scénario du déplacement des puces à la

place de la Chapelle. Marion Lemesre, justement occupée à « *revitaliser* » les marchés bruxellois ((*« Bruxelles met en oeuvre un projet de revitalisation de ses marchés »*, L'Avenir, 05/11/2014.)), y voit l'opportunité de renforcer les liens entre le quartier huppé du Sablon et les Marolles. Autrement dit, de concrétiser une étape supplémentaire de la sablonisation des Marolles. On voit bien le coup venir…

- Acte 1 : le chantier démarre, le marché est transféré sur un espace trop petit pour accueillir tous les marchands, il faut opérer une sélection parmi eux.
- Acte 2 : certains marchands sont mis au carreau et se tournent vers d'autres horizons, tandis que les commerçants du Jeu de Balle sont exsangues.
- Acte 3 : le chantier s'éternise, pendant que les brocanteurs ayant été sélectionnés s'adaptent peu à peu à la clientèle du Sablon.
- Acte 4 : le parking est enfin fini et la place « *restaurée* » est inaugurée en grandes pompes.
- Acte 5 : seuls les brocanteurs ayant été sélectionnés et tenu bon reviennent dans un quartier transfiguré : des habitants ont fui le chantier, des magasins sont à remettre, les pouvoirs publics soutiennent l'installation de nouveaux commerces, le *standing* du quartier grimpe, les loyers aussi.

Mais l'acte 1 n'a pas encore démarré et il faut maintenant démentir ce triste scénario. Les chances sont bonnes. La Ville de Bruxelles ne se rend manifestement pas compte à quoi elle a touché. Depuis l'annonce de la construction d'un parking, on ne parle plus que de ça au Jeu de Balle, les conversations s'animent et il faudrait se lever très tôt pour trouver quelqu'un qui soutienne ce projet. Les opposants ne sont pas seulement les marchands, commerçants et habitants des Marolles, ce sont aussi des amoureux du quartier et des clients du marché aux puces qui viennent de tout Bruxelles et de plus loin encore.

Contrairement à Els Ampe, ils aiment la place telle qu'elle est. Ils ne veulent pas la voir défigurée par des trémies. Ils rêvent que les traces historiques qui existent dans le sous-sol de la place et dont ils entendent parler depuis longtemps (notamment un ancien abri aérien) deviennent autre chose qu'un parking - c'est le genre de choses qu'on classe dans d'autres villes, non ? Ils savent que le marché aux puces qui se tient là quotidiennement depuis 1873 est unique et mériterait lui aussi d'être classé. Ce qu'ils y trouvent, ce ne sont pas seulement des objets qu'on ne trouve pas ailleurs, c'est aussi une ambiance, un mélange social inédit, une activité foisonnante, la vie d'une place et d'un quartier particuliers. En d'autres mots : un patrimoine immatériel, économique, social, culturel, quelque chose d'une valeur inestimable… À leurs yeux, cela fait partie de l'âme de Bruxelles. Et pas question de le laisser disparaître pour un bête parking. « *Times Square* » ou pas.

• Gwenaël Breës (habitant des Marolles)

Signez la pétition contre la construction d'un parking sous la place du Jeu de Balle !

Visitez le site de la Plateforme Marolles.

La légende de « l'urgentiste des quartiers oubliés »

« Si dans 50 ans, un historien du divertissement bruxellois devait se pencher sur les décennies 1990, 2000 et plus que probablement 2010, il ne pourrait faire l'économie de la contribution de celui qui a relancé la bière Vedett » [1]**. Liège a son Calatrava et sa gare-monument, Bruxelles a son Nicolay et ses cafés branchés…**

Depuis plusieurs années, les dernières trouvailles de Frédéric Nicolay nous sont contées par les médias bruxellois. Le ton est quasi toujours élogieux, admiratif, reconnaissant. La fascination qu'entretient cet entrepreneur sur la presse locale en mène plus d'un à puiser dans le dictionnaire des images fortes : homme *« de défis »*, *« gourou »* [2], *« le roi des cafés et restos branchés de la capitale »* [3],… la liste est longue. C'est que notre héros fait bien plus qu'ouvrir des bars et des restaurants à la mode (une trentaine à son actif), ce dont il n'a bien sûr pas le monopole. Si les faits et gestes de cet *« Edouard aux Mains d'Argent »* [4] sont scrutés avec tant d'attention bienveillante, c'est qu'ils ont un supplément d'âme : *« chaque fois qu'il lance un café, Frédéric Nicolay redynamise tout un quartier »* [5]. La place Saint-Géry et la rue Antoine Dansaert, par exemple : *« des quasi-chancres à l'époque qui n'avaient les faveurs de personne »*, et puis hop ! *« il y multiplie les cafés et les restaurants – Bonsoir Clara, Kasbah, Mappa Mundo, PP Café… –, autant d'adresses qui vont ramener le quartier à la vie »*. De quoi se forger une aura indéfectible de *« lanceur d'espaces »*.

Les quartiers « où tout est à faire »

Où ira-t-il ouvrir son prochain bar ? Quel sera le prochain quartier *mort* de Bruxelles qu'il va *ressusciter* ? Voilà bien ce qui passionne les journalistes dans les épisodes de cette épopée qu'ils relatent depuis une quinzaine d'années comme une sorte de rêve américain. Son héros, capable de transformer le plus banal des troquets en bar branché, de reconvertir le plus ordinaire des rez-de-chaussée en nouvelle adresse à la mode ne s'intéresse qu'à des quartiers *« oubliés »* ou *« difficiles »* auxquels il *« donne un souffle nouveau »* [6]. *« L'impact que l'ouverture d'un nouveau lieu peut avoir sur tout un quartier, voilà qui le passionne. La convivialité, la mixité sociale, la cohabitation des diverses activités humaines, ce sont ses sources d'inspiration »* [7]. Ce qui l'anime par-dessus tout ? *« Parvenir à dévoiler le potentiel des quartiers populaires les moins courus de la capitale »* [8]. *« J'aime les quartiers où tout est à faire, il y en a beaucoup pour l'instant »* [9], déclare-t-il. La Porte de Hal, où il a ouvert un café et est en passe d'en ouvrir un second ? *« C'est Sarajevo ! Tout est moche et personne ne fait rien pour l'embellir ! »* [10]. La place Saint-Géry et la rue Antoine Dansaert, où il a démarré sa carrière au début des années 90 ? *« Des quasi-chancres à l'époque qui n'avaient les faveurs de personne »* [11]. Le quartier de l'Alhambra, où il a récemment ouvert le Flamingo ? *« Pourri »* [12], *« sombre et délaissé »* [13], *« glauque »*. Le dernier tronçon de la rue Dansaert, côté canal ? À l'exception du Walvis et du Bistro du Canal, ouverts par lui-même, une succession de *« commerces pourris »* [14]… Etc. Ramener la vie, le souffle, la lumière… voilà une bien noble cause qui pare d'un vernis philanthropique ce qui ne serait autrement qu'une opération commerciale parmi bien d'autres.

Mais qu'on n'évoque pas la politique à Nicolay, il se garde bien d'en parler et affirme s'en tenir à bonne distance. Se présentant comme un *« self-made-man qui ne doit rien à*

personne », *« c'est en toute indépendance et liberté qu'il met en musique ses plans ambitieux qui embellissent la ville et la rendent plus accueillante »* [15]. Sa seule envie est de créer *« des chouettes endroits »*. Son credo : avoir *« flair, audace et énergie chevillés au corps »* [16]. Voilà ce qui guide ses choix. Ainsi en va-t-il du Flamingo, comme de la plupart des autres cafés qu'il a ouverts : *« je suis passé devant le bâtiment, je l'ai trouvé beau, je me suis lancé »* [17]. Il suffisait d'y penser…

Voilà pour la légende, et ceux qui ont envie d'y croire. Restent tout de même quelques questions…

Derrière la légende, les ingrédients d'un système

Il arrive, il est vrai, que le concert d'éloges journalistiques soit interrompu de quelques commentaires un tout petit peu dissonants : *« Nicolay ne se lance jamais les yeux fermés dans un projet, il faut que soient présents les deux ingrédients qui lui permettent d'appliquer une recette maintes fois éprouvée. Ce qu'il cherche avant tout, c'est un quartier populaire délaissé, hors du circuit, dans lequel les prix de l'immobilier sont moins élevés qu'ailleurs et où tout est à faire »* [18]. Les contours flous d'un système apparaissent même parfois : *« le système Nicolay consiste à investir un coin de Bruxelles oublié, à y générer du mouvement et, in fine, à se faire emboîter le pas par une cohorte de créatifs et autres hipsters »*. Mais qu'on ne lui adresse pas la critique d'être celui *« par qui la gentrification arrive »*, sous peine de se faire traiter en retour d'*« esprits chagrins »* [19]. *« Il faut lui laisser qu'il s'agit plus d'un engrenage non maîtrisé que d'une stratégie claire »* [20], conclut un journaliste.

Les ingrédients de ce système méritent pourtant d'être précisés, ne fut-ce que pour quitter cette posture d'émerveillement béat devant un entrepreneur à qui l'on prête des pouvoirs quasi magiques de *résurrection* de quartiers *oubliés*.

Bienveillance médiatique

Le premier élément du système, c'est la couverture médiatique du « phénomène » elle-même. L'anonymat ou le mépris médiatique n'est pas la meilleure garantie qui soit pour qui cherche à créer des lieux branchés. Des commentaires fréquents, élogieux et un tant soit peu décalés, voilà un bien précieux allié. D'autant plus si ceux-ci mettent bien en avant le « concept » : une patte reconnaissable faite de bois exotique, de plafonds sombres, de comptoir sur roulettes, de zinc fabriqué à Paris, de coffrages en béton, de racks à casiers trouvés aux Pays-Bas… À l'intérieur, musiques actuelles, journaux internationaux, boissons à des tarifs légèrement supérieurs à la moyenne, service au bar pour réduire les coûts de personnel,… Et sur la devanture, un nom original, qui fonctionne dans plusieurs langues (Belga, Zebra, Walvis, Potemkine, Mappa Mundo,…). Une fois le lieu aménagé, le « concept » imprimé et les contrats passés avec des fournisseurs, Fred Nicolay confie ses bars, clef sur porte, à des gérants qui les exploiteront tout en en respectant le cahier des charges.

Mais à force de répétition du « concept » (et de son imitation par d'autres entrepreneurs, avec plus ou moins de succès), tous ces bars finissent par se ressembler, comme n'importe quel autre type de commerces qui connaît une telle multiplication. Au point même d'inquiéter Nicolay lui-même, qui voit Bruxelles devenir *« une ville chiante où il n'y aura plus rien à faire »* : *« aujourd'hui, on part de rien pour faire des choses dans les différents quartiers. Le jour où tout sera fait, tout sera rénové, on n'y fera plus rien. Ça va ronronner »* [21].

En attendant, il reste bien de la marge pour le « concept ». Celui-ci est entièrement partagé par Jean-Sébastien van Keymeulen, architecte et designer associé au lancement de plusieurs « cafés Nicolay », dont le Barbeton, ouvert à l'angle de la rue Dansaert et du Rempart des Moines dans un rez-de-chaussée occupé jusque-là par une agence de voyage. *« Autour, il n'y avait qu'un no man's land dont peu se souciaient. Maintenant, le café tourne bien et donne un coup de boost à la seconde partie de la rue Dansaert, en direction du canal »* [22]. On notera tout de même que tous les *no man's land* de la ville n'ont pas la chance de se trouver localisés dans l'un des quartiers les plus densément habités de Bruxelles… mais sans doute pas par la clientèle recherchée. D'ailleurs, le même architecte-designer dit *« bien comprendre les préoccupations des habitants quant à l'impact sur □□leur quartier. Mais c'est précisément un impact positif : grâce à la nouvelle dynamique, les valeurs immobilières dans le quartier vont augmenter »* [23]. Bye-bye le *no man's land*, welcome le *rich man's land* !

Appuis commerciaux

Faire parler de soi dans les médias, bien sûr, ne suffit pas. Pouvoir compter sur des brasseurs pour l'investissement dans l'achat, la rénovation, la décoration et la promotion des lieux, ça aide aussi beaucoup. La brasserie Moortgat est l'allié principal des « cafés Nicolay ». La multiplication de ceux-ci est donc aussi liée avec la stratégie entrepreneuriale de la brasserie. Côté pile, elle mise sur l'expansion internationale de son produit-phare, la Duvel, pour laquelle elle compte notamment sur la fréquentation internationale des cafés qu'elle contrôle désormais sur la place Saint-Géry, grâce aux *« trouvailles »* de notre *« concepteur d'atmosphère »* [24]. Côté face, elle a entrepris en 2003, à l'initiative du même Nicolay, une stratégie marketing visant à re-positionner l'une de ses bières, tombée en désuétude, comme un produit « jeune et branché ». Pour la remettre en avant, pas besoin de coûteuses campagnes de publicité massive pour le grand public, des techniques de marketing locales font bien mieux l'affaire. D'abord, ne la vendre que dans un nombre limité de cafés et restaurants, dans des lieux choisis et entièrement contrôlés où le public sera le premier à être familiarisé avec le nom et le logo desdits produits, où le barman qui en vendra le plus de bouteilles se verra offrir un voyage. Ensuite, donner à la marque une image tendance, en proposant par exemple aux clients d'imprimer leur photo sur l'étiquette de la boisson ou sur les sous-bocks. Après une période de test durant laquelle le goût ou l'étiquette peuvent être modifiés en fonction des résultats de ventes, ces nouvelles boissons seront lancées sur un marché plus vaste. Résultat, la Vedett est aujourd'hui disponible en grande surfaces et est même vendue jusqu'en Chine…

Et pour ceux qui auraient encore soif, la « tactique Vedett » a aujourd'hui été clonée en « tactique Volga ». Cette fois, on trouve la brasserie Saint-Feuillen aux cuves et toujours notre héros à la mise en marché.

Politiques de revitalisation cherchent entrepreneurs revitalisants

Le troisième ingrédient du système n'est pas le moindre : l'alliance objective entre les « cafés Nicolay » et la volonté politique de *revitaliser* les quartiers centraux bruxellois.

Ceci donne parfois lieu à quelques débats marqués d'un questionnement sur un possible favoritisme car, c'est bien connu, la réussite provoque la jalousie. D'où l'accusation répandue selon laquelle Frédéric Nicolay est fréquemment chouchouté par les pouvoirs publics, ceux-ci ayant des attentions toutes particulières à son égard. Certains élus et certaines administrations se félicitent ouvertement de lui faciliter la tâche. Par

exemple, lorsqu'il s'agit de lui procurer l'espace pour installer une terrasse, élément-clef de la réussite commerciale de ses établissements. Porte de Hal, l'un de ses bars a ainsi pu bénéficier d'une vaste terrasse, non pas sur le trottoir mais dans un parc public. Les autorités fermèrent les yeux sur la présence non autorisée d'une camionnette qui y vendait et y faisait la publicité pour l'une de ses nouvelles bières. Il faudra qu'un conseiller communal de l'opposition, par ailleurs voisin des lieux, dénonce la situation pour que la buvette mobile disparaisse subitement. Le même élu portera encore plainte contre un chantier entamé par Nicolay pour transformer un magasin de photocopies en café, toujours sans permis. Autre exemple, rue de Laeken : *« le concepteur de bars le plus en vue de Bruxelles a frappé fort avec une terrasse éclairée par un héliostat placé au sommet d'un immeuble voisin »* [25]. Pour placer les 20 imposants miroirs qui suivent le soleil toute la journée afin d'en réfléchir la lumière vers la terrasse du Flamingo, pas besoin non plus d'attendre de permis…

L'homme, apparemment, a du mal à s'accommoder de règles qu'il considère trop contraignantes, alors que son intention consiste juste à *« faire bouger les choses »* [26]. Il n'hésite d'ailleurs pas à annoncer dans la presse qu'il en est ainsi et pas autrement : *« je vais le faire, sans demander les autorisations, sinon cela prendra des mois, ou ne mènera à rien… »* [27]. Et cela n'a pas l'air de déranger les autorités publiques, ce qui a de quoi faire grincer les dents notamment de cafetiers rencontrant bien plus de difficultés lorsqu'ils veulent installer trois tables sur un bout de trottoir…

Ouvrir un café, changer un quartier

Le soutien public à la petite entreprise Nicolay peut s'avérer encore plus déterminant quand il s'agit de trouver des locaux pour ouvrir ses établissements. Son aura *« d'urgentiste des quartiers oubliés de Bruxelles »* [28] a amené plus d'un élu ou urbaniste à lui souffler de potentielles implantations et à attirer son attention sur de nouvelles opportunités… en espérant qu'il vienne donner un précieux coup de pouce à la *revitalisation* du quartier visé. Outre qu'ils favorisent le tourisme, les bars de Nicolay attirent un public correspondant culturellement et sociologiquement à la nouvelle image que les pouvoirs locaux veulent donner à ces quartiers et à la population qu'ils souhaitent y voir s'installer. Pourquoi donc se passer de ce levier qui a fait ses preuves ? D'autant qu'il est fréquent que l'ouverture d'un bar de Nicolay fasse des émules et suscite l'arrivée d'autres commerces, des répliques d'esthétique similaire et s'adressant à un public semblable, facilitant ainsi le travail d'Atrium (l'agence régionale qui vise *« la rénovation et la relance »* [29] des quartiers commerçants) et d'autres agences favorisant le city marketing. *« Cela va sans dire »*, Nicolay reconnaît (en contradiction avec sa propre légende) être *« encouragé dans ses diverses initiatives puisqu'en règle générale, celles-ci aboutissent à une dynamisation du tissu urbain là où c'est le plus nécessaire et cela sans argent public »* [30].

L'apparition de tels bars n'est donc pas étrangère à la transformation sociale d'un quartier. Elle fait même parfois partie d'une opération plus large, aux accents immobiliers plus explicites. Il arrive même à Nicolay d'investir personnellement dans l'espace public aux abords des cafés qu'il lance : il a ainsi fait planter des platanes place Saint-Géry, aménagé une petite *« agora »* et créé une *« aubette design »* près du canal, dans un quartier où il a par ailleurs *« massivement investi dans l'immobilier »* [31]. L'achat d'un rez-de-chaussée commercial peut ainsi s'accompagner du rachat des étages supérieurs ou d'immeubles voisins, lesquels seront rénovés et remis sur le marché à destination d'un public fréquentant ces établissements. L'annonce d'appartements à louer au-dessus d'un bar situé le long du canal avait par exemple été diffusée dans les

cafés de la place Saint-Géry…

Parfois, cependant, la sauce ne prend pas. Ainsi, il y a une dizaine d'années, Nicolay avait dû renoncer à occuper un rez-de-chaussée commercial vide, appartenant au CPAS de Bruxelles, place du Jardin aux Fleurs. Les habitants des étages et quelques voisins s'étant mobilisés par crainte de voir la place se transformer en un nouvel *« haut lieu de la branchitude bruxelloise »* [32], à l'instar de la place Saint-Géry bordée de terrasses ne désemplissant jamais, avec toutes les nuisances que cela comporte pour les voisins. Devant les habitants, Nicolay avait promis un café sans terrasse et sans bruit, mais avec concerts. Les habitants ne le crurent pas. Aujourd'hui, une boutique de mode pointue occupe le rez-de-chaussée, et une partie de l'immeuble appartient à Nicolay qui le loue en prétendus « lofts ».

Un Flamingo en terrain (presque) conquis

Une de ses réalisations les plus récentes est le Flamingo, dans le quartier Alhambra, à deux pas du KVS (théâtre flamand). Là, le même CPAS n'a pas hésité à lui confier le rez-de-chaussée d'un bâtiment acheté et rénové avec l'argent de l'assistance sociale et des subsides régionaux, aux fins d'y ouvrir l'un des plus grands bars de Bruxelles (200 places en salle et 150 en terrasse) – *branché* cela va sans dire.

La presse pense d'ailleurs que le Flamingo sera susceptible de *« donner une impulsion suffisamment forte pour faire de la rue de Laeken un quartier plutôt branché »* [33]. Objectif confirmé par le président du CPAS, Yvan Mayeur, qui précise : *« Nous voulons voir se dérouler ici la même chose qu'à la place Saint-Géry. Là où il y a des terrasses, il y a moins de violence »* [34]. *« Il fallait faire quelque chose »* [35] pour attirer de nouveaux habitants dans le quartier, ajoute-t-il. Et de passer de la parole aux actes : au-dessus du bar, 20 logements rénovés par le CPAS sont loués à des tarifs qui correspondent plus aux loyers du marché privé qu'aux politiques de logement social que le CPAS est censé mener [36]. Qu'on en juge : un appartement 1 chambre entre 645€ et 740€, un appartement 2 chambres entre 775€ et 810€ [37]…

Pas étonnant dès lors que le bar ouvre au moment-même où la Ville de Bruxelles lance une opération pour interdire la prostitution dans le quartier. Au Flamingo, *« Les prostituées ne seront pas les bienvenues »* [38], précisait-on dès avant l'ouverture. Le CPAS a d'ailleurs tout récemment acquis un autre bar, le Tropicana, tout proche, lieu de repli des prostituées et lieu de contrôle du « business ». Il a même dû mettre le prix fort lors de la vente publique (1,25 millions d'euros) pour rafler la mise. Mais que les personnes soucieuses de la bonne gestion publique se rassurent, le CPAS annonce dès à présent que le prix d'achat sera récupéré dans le montant des futurs loyers. Et, au rez-de-chaussée, exit le Tropicana, et bienvenue à *« quelque chose du genre du Flamingo »*, dixit Yvan Mayeur [39].

La légende du « découvreur » de lieux « abandonnés de tous » a ici particulièrement de mal à passer tant l'empilement de programmes publics tendant tous dans le sens de la « revitalisation du quartier » est important : activisme immobilier du CPAS, répression de la prostitution de rue, rénovation complète du KVS, Contrat de quartier, rénovation des espaces publics, etc… Et si la légende de Frédéric Nicolay et consorts résidait précisément dans cette capacité à prendre des risques là où il n'y en a presque pas, à investir là où l'argent public est concentré et aux mêmes fins que celui-ci ?

- **Gwenaël Breës & Mathieu Van Criekingen**

Extrait du dossier « Service au bar » paru dans le n°266 de « Bruxelles en mouvements », septembre-octobre 2013.

Le cauchemar du parc à thèmes permanent

Petit conte moderne et féérique.

C'était une petite ville, une vieille localité divisée en 19 petites entités, qui devint un jour région à part entière. Capitale certes, mais d'un petit pays, un royaume bâtard et compliqué qui ne la reconnaissait pas à sa juste valeur et la sous-finançait en conséquence. Serrée dans des frontières étriquées, cette ville-région était peuplée de nombreux Lilliputiens fiscalement peu rentables, consommant beaucoup d'aide sociale et laissant leurs maisons se délabrer, alors qu'elle attirait quotidiennement des centaines de milliers de travailleurs venus d'autres parties du pays où ils rentraient chaque soir pour dormir et payer leurs impôts.

Face à tant d'ingratitude et de petitesse, les élus de cette bourgade avaient fini par cultiver un profond complexe d'infériorité, qui se mua au fil du temps en esprit de revanche et en rêves de grandeur : convaincus que leur petit territoire allait finir par rayonner dans le monde entier, ils le proclamèrent capitale de tout un continent. La réalité était plus cruelle : s'ils étaient bien parvenus à y attirer les sièges d'institutions internationales, celles-ci n'y payaient pas d'impôts, leurs travailleurs bénéficiaient d'avantages fiscaux et leurs bâtiments grignotaient peu à peu le paysage. Qu'importe, la région existait désormais sur la carte du monde. Elle pouvait se targuer d'avoir les meilleures gaufres et frites du monde et d'être positionnée dans le peloton de tête des villes accueillant le plus de congrès internationaux. Proche de gravir les sommets, elle n'avait plus qu'à se montrer chaque jour plus attractive.

Génération après génération, les élus étaient plus nombreux et motivés à servir l'ambition de leur région. Certains, toujours à la pointe de la créativité et du dynamisme, y mettaient plus de zèle que d'autres. Il en allait ainsi des élus de la ville-commune qui constituait le berceau de la ville-région, portait le même nom et attirait la majorité des touristes grâce à ses sites historiques. Consciente de ses atouts, cette commune se comportait dans certains dossiers comme un petit État dans l'État. Par le passé, elle n'avait d'ailleurs jamais hésité à annexer des pans entiers de communes voisines lorsque son intérêt économique le dictait. Chantre de la modernité, elle s'était fait la spécialité d'importer des concepts de « city marketing » inventés à l'étranger et de les sous-traiter à des partenaires privés. Mais elle savait aussi combien le caractère « typique » de certains quartiers était important pour son image. L'harmonie entre modernité et tradition faisait donc l'objet d'une recherche constante et minutieuse au service du tourisme.

Un jour de l'an 2012, pourtant, ce subtil équilibre vacilla… L'Échevin du Tourisme de ladite commune avait eu une brillante idée. Il en avait souvent. Malgré son jeune âge, l'homme était parfaitement rôdé aux mécaniques du pouvoir. Il se murmurait même qu'il était une sorte de vizir de l'ombre. Mais tout entier tourné vers le futur et la prospérité, il en avait quelque peu oublié combien l'esprit et la mentalité de ses concitoyens étaient parfois étroits. Dès qu'il annonça le remplacement du traditionnel arbre de Noël par une installation électronique de 25 mètres de haut, les foudres de l'opinion publique s'abattirent sur lui. L'objet sacrilège, appelé « XMAS Tree », suscita une volée de bois vert. Les critiques les plus médiatisées s'exprimèrent au nom

des valeurs chrétiennes, certains soupçonnant que l'opération visait à faire disparaître ce symbole de Noël *« pour ménager les autres confessions »* – entendez : « sous pression des fondamentalistes musulmans ». Une conseillère communale catholique monta au créneau : *« Qu'arrivera-t-il ensuite ? La suppression des œufs de Pâques parce qu'ils se réfèrent à Pâques ? »* Une pétition *« Pour le respect de nos valeurs et de nos traditions »* récolta l'adhésion de quelques 25.000 personnes. Le changement de nom du marché de Noël en « Plaisirs d'hiver » avait déjà échaudé l'esprit des signataires. De plus, l'affaire n'était pas isolée : au même moment, dans un grand pays laïque voisin, la décision d'une ville de rebaptiser son marché de Noël en « Parfums d'hiver » avait déclenché l'ire d'une certaine presse qui y voyait rien de moins que la capitulation de la République devant l'obscurantisme islamique. Bigre.

En d'autres occasions, l'orgueilleux Échevin aurait balayé les critiques d'un revers de la main. Il ne craignait jamais de passer en force, par exemple lorsque des habitants s'élevaient contre son projet de construction d'un nouveau méga-complexe commercial et d'affaires qu'ils jugeaient dangereux socialement, écologiquement et économiquement. Mais cette fois, l'enjeu était bien plus crucial. La réputation des « Plaisirs d'hiver » était en cause. Même les touristes cherchaient en vain le pieux sapin, qui avait été remplacé par un échafaudage de son et lumière sponsorisé par une multinationale d'électricité. Pour calmer cette tempête qu'il n'avait pas anticipée, l'Échevin argumenta sur le terrain de *« l'audace »* et de *« l'innovation »* plutôt que de s'alerter du caractère raciste de la polémique. Avec le ton solennel qu'imposait cette épineuse situation, il expliqua dans une lettre ouverte le caractère *« avant-gardiste »* de sa démarche : se *« démarquer des autres grandes capitales »*, *« créer le buzz »*, *« casser notre image de ville ennuyeuse »* pour mieux se *« positionner comme destination de city trips »*. Même le Bourgmestre dut venir à sa rescousse, affirmant avec fermeté que *« rien ni personne »* ne ferait modifier ce projet, mais précisant pour *« apaiser les craintes »* de ses concitoyens que cette sculpture métallique constituait *« une ode au sapin »*. La preuve ? Elle avait été achetée à *« des architectes alsaciens issus de la petite ville de Guebwiller où fût inventée la tradition du sapin de Noël »*.

Les élus promirent que le vrai sapin reviendrait l'année suivante. L'histoire pouvait donc s'arrêter là. Mais c'était sans compter sur d'autres ennemis de la modernité qui délièrent à leur tour leurs mauvaises langues. Pensant vivre un mauvais rêve plutôt qu'un conte de Noël, ceux-ci se demandaient s'il était vraiment nécessaire de dépenser 40.000 euros pour un conifère, même techno. Ils soulignaient que *« l'oeuvre d'art »*, construite illégalement, avait surtout été l'occasion d'ajouter une attraction lucrative de plus (il coûtait 4 euros de la visiter) à un marché de Noël présenté comme *« féérique et magique »* – mais où se bousculaient des milliers de touristes entre vin chaud industriel et échoppes de souvenirs éclairées aux couleurs du sponsor producteur d'électricité.

Ces grincheux n'étaient pas que des contribuables atterrés : ils voyaient surtout dans le rutilant-sapin-éclairé-de-LED une énième manifestation lumineuse des politiques de « benchmarking », de privatisation et d'invasion publicitaire de l'espace public. Après les parades de ballons et de rollers skates, les compétitions de garçons de café et de filles en talons aiguilles, les vaches sponsorisées et autres sculptures de moules ou de choux géants, ils déploraient qu'il existe désormais une programmation événementielle pour chaque saison, une thématique pour chaque année, une couleur pour chaque quartier commerçant. Ils s'alertaient que les autorités souhaitent toujours plus d'hôtels, de bureaux, de tours, de stades, de centres commerciaux et d'événements internationaux pour attirer toujours plus de touristes, d'hommes d'affaires et d'habitants fortunés. Ils détestaient la transformation de leur ville en parc à thèmes permanent, de ses avenues en ramblas sans mer, de ses brasseries en musées, de ses cafés populaires en bars branchés, de ses rues en pistes de ski artificielles, de son canal industriel en

Eldorado pour lofts design, de ses quais en plages de pacotille,…

On ignore si ces hérétiques ont été brûlés vifs sur le bûcher ou s'ils se sont réveillés de ce cauchemar. Dans tous les cas, la suite de l'histoire reste à écrire, heureusement…

• Gwenaël Breës

Article paru dans le n°5 de « Kairos, journal antiproductiviste pour une société décente ».

Réapproprier les espaces publics : pour mieux dominer ?

La revendication d'une « réappropriation de l'espace public », initialement portée par des associations et des collectifs d'habitants, fait désormais partie des lieux communs du discours politique, urbanistique et médiatique. Elle fait clairement écho à l'appel lancé par Henri Lefebvre à la « réappropriation de la vie urbaine ». Mais parle-t-on bien de la même chose ?

Pour Lefebvre, le droit à la ville ne sera réalisé tant que les citadins – le peuple – ne se réapproprieront une qualité essentielle de la vie en ville : la centralité urbaine. Certes, cette condition n'est pas en soi suffisante pour qu'advienne le droit à la ville, mais elle est nécessaire, et, plus encore, stratégique. Suivons un instant son raisonnement : *« chaque grand type de société a eu son type de ville »* et *« chaque type urbain a proposé et réalisé une centralité spécifique »* : l'agora des grecs, le forum romain, la place de marché médiévale, le centre de consommation de la ville capitaliste, dès le 19e siècle, le centre de décision de la ville néo-capitaliste, au 20e siècle. Ce panorama, esquissé à la fin des années 1960, doit aujourd'hui être complété par le centre en voie de gentrification de la ville néolibérale. Mais le propos historique de Lefebvre ne se veut pas descriptif. C'est la nécessité politique pour toute réforme urbaine de produire sa propre centralité qu'il veut mettre en exergue. La Commune de Paris de 1871 lui offre son modèle en la matière, sa référence historique essentielle. Il l'interprète sans détours, comme *« le retour en force vers le centre urbain des ouvriers rejetés vers les faubourgs et les périphéries, leur reconquête de la ville, ce bien entre les biens, cette valeur, cette oeuvre, qui leur avaient été arrachées »*. Nouvelle société, nouvelle ville, nouvelle centralité – plus libre, plus égalitaire, socialement plus réussie.

A Bruxelles, historiquement, c'est au centre de la ville que l'on trouve les quartiers d'habitat populaire, pas dans des villes nouvelles ou des grands ensembles en périphérie. Le cas de Bruxelles est dont précisément là pour infirmer les interprétations béates (ou habilement détournées) du droit à la ville : la proximité du centreville des populations les moins bien positionnées dans les rapports sociaux n'est pas du tout une condition suffisante d'émancipation. Prétendre régler les questions sociales en ne traitant que les formes urbaines revient à prétendre que l'amélioration des lieux centraux – leur « revitalisation », comme on dit à Bruxelles – mènerait automatiquement à l'amélioration des perspectives d'existence des gens qui y habitent ou en font usage. Plus pernicieusement, cet amalgame mène à dé-politiser le débat sur l'aménagement des territoires de la ville. Or, politique, ce débat l'est profondément.

Les valeurs des espaces publics

C'est pourtant sur cette voie dé-politisante qu'une série d'initiatives bruxelloises récentes paraissent s'être engagées. Aussi prétendument audacieuses que généreusement médiatisées, celles-ci portent haut et clair un discours sur la « réappropriation de l'espace public » à Bruxelles, au centre de la ville en particulier.

Picnic the streets, par exemple. Pour l'un des instigateurs de l'événement, philosophe lui aussi, s'exprimant au lendemain de la première édition de l'événement dans une lettre ouverte au Bourgmestre de Bruxelles, *« ce fut un moment magique pour notre ville »*. Qui est ce « nous » ? Le même qui aurait répondu à un appel, disons, à l'occupation de tous les bâtiments vides, publics et privés, par les mal- ou les pas-du-tout-logés ? *« Notre ville, capitale de l'Europe, se doit de montrer le chemin »*. Qui décide du « chemin » ? Ne pas nommer qui parle, ne pas dire d'où « on » parle, comme si « nous = tous », est une première condition de dé-politisation.

Certes, penser que les voitures occupent une place trop importante à Bruxelles, en mouvement comme à l'arrêt, est un constat empiriquement fondé. Mais ces faits empiriques ne décrivent pas pour autant un monde enchanté où les rapports sociaux auraient disparu, où les politiques sur la ville ne seraient inspirées par aucune stratégie. Le PRAS démographique n'est-il pas là, précisément, pour rappeler qu'un cortège d'arguments empiriques prépare bien souvent une cause – ici, en l'occurrence, « mettre en valeur » et « optimaliser » ce que le pouvoir régional considère désormais comme sa principale « ressource » : le territoire, celui de la « zone du canal » en particulier ?

Ce projet passe notamment par la « revalorisation » des espaces publics. Le temps semble révolu où les classes dominantes pensaient le centre de la ville en termes monofonctionnels et l'aménageaient en conséquence, c'est-à-dire, en centre des (de leurs) affaires, généreusement dotés d'accès routiers le reliant à des quartiers résidentiels exclusifs et excentrés, mis au vert. Aujourd'hui, l'heure est au réinvestissement multifonctionnel du centre et à sa montée en gamme sociale et symbolique – un lieu *to live, work and play*, comme disent les promoteurs. Ceci appelle à valoriser une toute autre conception des espaces publics au centre-ville : esthétiques, propres, animés, confortables, sécurisés, contrôlables,… mais sans pour autant sacrifier complètement la fluidification du trafic motorisé individuel.

Les appels à la « remise en valeur » des espaces publics de centre-ville, en mode picnic du dimanche ou terrasses branchées, architectures « de qualité » ou apéros à la plage, sont devenus une constante des politiques contemporaines dites de « renaissance urbaine ». L'enjeu est désormais de fixer les termes concrets de cette « valeur » : valeur d'usage pour le repos, le jeu, la discussion et le débat,… ou valeur foncière pour la consommation et la spéculation ? Valeur esthétique pour l'habitant ou d'image de marque pour le client (et l'architecte) ?

Des réappropriations bien encadrées

Les initiatives récentes de « réappropriation de l'espace public » à Bruxelles s'inscrivent aussi dans une histoire. Depuis une dizaine d'années, on assiste en effet à la multiplication de formes de réappropriation très peu spontanées, initiées tantôt par le privé, tantôt par le public mais toujours soutenues par des autorités territoriales.

En 2002, c'est la société immobilière Robelco (promoteur de Tour & Taxis) qui en a donné le coup d'envoi en lançant *Art on Cows*, une exposition à grande échelle où des dizaines de vaches en plastique sponsorisées furent disposées dans les rues de Bruxelles-Ville

avec la bénédiction de la Commune. Les mammifères en toc ayant été légèrement écornés par des passants, un esclandre politico-médiatique ne tarda pas à éclater contre les vandales qui démontraient ainsi ne rien comprendre à l'art. Le promoteur remit néanmoins le couvert deux ans plus tard avec la Horse Parade, cette fois dans des espaces nettement plus ciblés comme le Cinquantenaire, surveillés par des agences de gardiennage privées.

En 2007, c'est un autre promoteur immobilier, ProWinko, qui après concertation avec la commune d'Ixelles et la Région bruxelloise, commanda l'installation de *Cityscape*. Avec un double objectif : animer le chancre de l'avenue de la Toison d'Or en attente d'un plan puis d'un permis d'urbanisme pour y construire un complexe commercial, et *« ramener notre capitale sur la carte des endroits phares de l'événementiel d'art contemporain d'extérieur »*. La sculpture fut démontée deux ans plus tard, mais « l'esprit » de *Cityscape* lui survécut, une ASBL parapublique ayant obtenu du promoteur le droit « d'animer l'espace ». Depuis, différentes animations s'y succèdent : récemment, y trônait un showroom en plein air pour une marque de voiture…

On est donc bien loin d'une conception de l'espace public comme espace pluriel, d'expérimentation, de critique, d'expression des différences… La tendance n'est pas à l'apparition d'espaces d'affichage libre ou de bancs publics, ni même à la tolérance des rassemblements spontanés. Au contraire, espaces publicitaires et caméras de surveillance pullulent, tandis que nombre de parcs sont fermés dès la tombée de la nuit et que tout nouvel espace de sport en plein air est grillagé et accessible à des horaires bien précis. En mai dernier, Etterbeek adoptait même un règlement limitant à quatre le nombre de mendiants dans certaines rues de la commune. Le droit de se rassembler dans l'espace public, pour des raisons festives ou pour manifester des opinions, n'est pas donné à tout le monde ni en toute circonstance ; il est sans cesse sujet à des exceptions et des limitations, le plus souvent pour des motifs de maintien de l'ordre ou de tranquillité du voisinage. A Ixelles, on se rappelle que le réaménagement de la place Flagey entamé en 2002 avait donné lieu à un débat et à de grandes déclarations sur l'importance de la participation citoyenne, une mobilisation inattendue ayant forcé les pouvoirs publics à organiser un concours d'architecture qu'ils ne souhaitaient pas au départ. Mais une fois la place rouverte en 2008, toute forme de participation fut immédiatement exclue en ce qui concerne la programmation d'activités sur la place. Incapable d'envisager le partage de cette prérogative avec de simples habitants, la Commune privilégia dans un premier temps un partenariat avec les gestionnaires de l'ancienne Maison de la Radio qui voyaient alors la place comme leur *« sixième salle »*. Aujourd'hui, finie la musique : il semble plus facile d'obtenir l'autorisation d'occuper la place Flagey pour un événement publicitaire (par exemple le showroom d'une marque d'électro-ménager ou la fête privée d'une société multinationale d'audit) que pour une activité culturelle…

A Bruxelles de nos jours, coller une affiche en rue, un autocollant, ou dessiner sur un mur sont des actes passibles d'une forte amende ; distribuer un tract un tant soit peu politique est susceptible d'une confiscation des imprimés ou d'une arrestation administrative. Mais diffuser des dépliants publicitaires est toléré à tout coin de rue. Dans cette logique, il n'est pas étonnant de constater que certaines formes purement événementielles de « réappropriation », que leur accès soit gratuit (*Bruxelles-les-Bains*, *Apéros urbains*,…) ou payant (la piste de ski du Mont-des-Arts, le *Brussels Summer Festival*,…), n'hésitent pas parfois à clôturer l'espace public et à toujours donner davantage de place à la publicité, par le biais du sponsoring, du mécénat, ou du partenariat public-privé.

Si ces événements marquent bien une forme de « réappropriation de l'espace public » (et de ressources publiques), c'est en grande partie au profit d'entrepreneurs privés, de publicitaires et de marques. Une caractéristique est en effet qu'elles misent moins sur

une multiplicité d'acteurs collectifs ayant un ancrage local (comités de quartiers, associations, lieux culturels,…) que sur l'action d'entrepreneurs privés. Parfois très médiatisés, ceux-ci se parent de vertus diverses et d'arguments culturels et citoyens suffisamment vagues et lisses pour ne fâcher personne, et se voient ainsi institués en partenaires incontournables des politiques urbaines. Carl de Moncharline en est un édifiant exemple. Cet ancien patron de boîte de nuit brimé par une précédente majorité politique à Bruxelles-Ville, s'est juré *« de rehausser le niveau de Bruxelles par rapport aux autres capitales européennes »*. Jamais à cours d'idées, surtout celles des autres, il s'est fait le chantre de « l'innovation » en se spécialisant dans l'importation de concepts de marketing urbain nés à l'étranger. Certains pouvoirs publics manifestement à cours d'idées font régulièrement appel à ses services pour appliquer, à Bruxelles et en Wallonie, des recettes réchauffées qu'ils auraient pu facilement trouver par eux-mêmes. *Bruxelles-les-Bains* et la *Nuit blanche* ? C'est lui qui aurait soufflé ces idées, venues de Paris, au bourgmestre de Bruxelles. *Louise High Heels* ? C'est lui qui a lancé la version bruxelloise de cette compétition, soutenue notamment par la Région bruxelloise et par la RTBF, où 200 femmes courent 100 mètres en hauts talons sur l'avenue la plus chic de Bruxelles pour gagner quelques cadeaux. Le *Balloon's Day Parade* ? Cette marche importée des Etats-Unis, théoriquement adressée aux publics populaires et où défilent de grands ballons représentant des personnages de BD, c'est encore lui… La *Fête des voisins*, alias *Immeubles en fête*, la *Roller Parade*, la *Fiesta Latina*, l'*Art Truc Troc*, les *Brussels Fashion Days*,… ? Toujours lui. La plupart de ces opérations, organisées par sa société de production *« spécialisée dans des événements de grande dimension avec une prédilection pour des projets urbains investissant l'espace public »*, sont très largement sponsorisées par le privé et néanmoins supportées par les pouvoirs publics. Une situation qui pose, entre autres, la question de l'égalité d'accès à l'espace et aux moyens publics ainsi que celle de la frontière entre intérêt public et intérêts particuliers.

Autoriser, encourager, initier, financer, refuser,… on peut bien parler de politiques publiques. De la part des autorités, celles-ci révèlent une ambition de contrôle, d'instrumentalisation et de pacification située aux antipodes des idéaux qui animaient la revendication initiale d'une réappropriation de l'espace public pour et par l'habitant. Lefebvre nous avait prévenu : on ne peut décidément rien penser des questions urbaines, d'aménagement des espaces publics comme de rénovation des quartiers par exemple, en fermant les yeux sur les rapports de pouvoir, ici et maintenant.

• Mathieu Van Criekingen & Gwenaël Breës

Article paru dans le n°259-260 de « Bruxelles en mouvements » consacré au « droit à la ville ».

Starchistem

Depuis quelques années, des vedettes de l'architecture dessinent de «grands gestes» à Bruxelles et dans d'autres villes belges… Mais en quoi cette déferlante d'architectes côtés (en bourse ?) est-elle un gage d'intelligence, de démocratie, de durabilité ou de qualité ?

Bruxelles est marquée de longue date par un mouvement chaotique de démolition de son bâti historique. Il fut un temps pas si lointain où tous les grands projets immobiliers étaient portés par quelques sociétés faisant systématiquement appel aux mêmes bureaux

d’architecture, lesquels reproduisaient des formes guidées davantage par la rentabilité maximale que par l’intégration dans le tissu urbain. La situation fut à ce point caricaturale que certaines parties de la ville, tel le *quartier européen*, semblent avoir fait l’objet d’une répartition concertée entre quelques promoteurs et architectes avec la bénédiction des pouvoirs publics. Le paroxysme du ridicule fut atteint à la fin des années ’80 lorsqu’il fut décidé, intérêt national oblige, que la construction du Parlement européen devait être l’œuvre d’un consensus politique et immobilier : pour contenter tout le monde et pallier l’absence d’un projet public, une société immobilière fut créée avec des banques d’obédiences laïque et chrétienne, ainsi qu’un atelier d’architecture réunissant les habituels bureaux bruxellois. Aujourd’hui, on peut juger sur pièce du résultat…

Cette manie de démolir la ville et cette façon de la reconstruire comme centre administratif et d’affaires a conduit à une architecture glaciale, à un urbanisme mortifère. Des voix se sont élevées contre cette politique des petits arrangements, y compris au sein de la profession des architectes dont émanèrent des revendications destinées à ouvrir ce jeu très fermé. Certaines d’entre elles finirent par aboutir parallèlement à l’arrivée aux affaires d’une nouvelle génération d’architectes et d’urbanistes. Prenant exemple sur la France, Bruxelles se dota d’une Agence de développement territorial et, s’inspirant de la Flandre, créa un poste de Maître architecte. Des dispositifs censés garantir une *vision cohérente*, des *bonnes pratiques* architecturales et la *qualité* des formes produites, même si ces instances dépendent directement du pouvoir politique et ne remettent pas en cause les grandes options prises en termes de programme et d’affectations.

Le recours à des concours internationaux fut aussi présenté comme une manière de s’assurer de la *qualité* des grands projets. Mais dans un pays où les autorités se complaisent dans un discours sur leur incapacité à produire une architecture publique (le chantier du Berlaymont avec ses années de retard et l’explosion de ses coûts, est toujours pris en exemple à ce propos), ce type de procédure a relativement peu d’impact. Quand bien même elle en aurait, il reste à savoir qui définit cette notion de *qualité* et comment…

A défaut de répondre à ces épineuses questions, les décideurs urbains semblent s’être accordés tacitement pour adopter une pratique répandue ailleurs et supposée éviter la médiocrité. Il s’agit de faire appel à des architectes internationaux, dont l’aura de gourou résulte souvent d’un début de carrière marqué par l’opposition à un système opaque et technocratique, dont la réputation s’est forgée sur une réflexion intellectuelle, un discours démocratique, social, écologique ; sur une démarche et un engagement progressistes, prônant l’innovation, refusant l’uniformisation et le conformisme ; sur une approche dépassant le strict cadre de la discipline architecturale en y intégrant des aspects culturels et artistiques. Ce sont souvent de prestigieuses commandes publiques (musées, instituts, cités, théâtres, opéras, palais de justice,…) qui ont contribué à les rendre célèbres.

Il en va ainsi de Jean Nouvel, connu notamment pour son implication dans la création du Syndicat français de l’architecture, d’une Biennale de l’architecture ou encore dans l’organisation de contre-concours lors de projets publics. Son approche pluridisciplinaire l’a amené à développer des activités parallèles, notamment dans la scénographie ou le design, en concevant par exemple des objets et emballages pour des produits de consommation plutôt chics. Anciennement défenseur du patrimoine industriel, Nouvel milita pour la sauvegarde des anciennes usines Renault de l’île Séguin à Boulogne-Billancourt… où il projette désormais d’ériger un nouveau *morceau de ville* composé notamment de 5 tours, dont 4 de bureaux. Autrefois pourfendeur de l’Ordre des architectes et des barons de la profession, il est aujourd’hui à la tête d’une

entreprise internationale qui construit à tour de bras gratte-ciel de bureaux, centres de congrès ou hôtels, de Paris à Barcelone, d'Abu Dhabi au Qatar, de New York à Tokyo, s'accommodant des désidératas de ses clients (même si les cahiers de charges empêchent d'emblée tout projet décent, socialement et écologiquement non nuisible) et des procédures pas toujours démocratiques ayant mené à sa propre désignation.

«Mon credo, c'est le dialogue avec les habitants et leur culture, dans le but de faire plaisir», dit-il. Mais à qui s'agit-il de faire plaisir ? Sollicité pour construire une tour de 50 millions d'euros pour la police à Charleroi, Nouvel va surtout laisser sa marque à Bruxelles où la SNCB a fait appel à lui pour transformer la gare du Midi en vaste complexe de 550 mètres de long, comprenant 250.000 m² de bureaux, un centre de congrès et un restaurant panoramique, flanqué d'un édifice transparent haut de 120 mètres en forme de V… Dans un quartier qui a déjà été amplement démoli pour y ériger 300.000 m² de bureaux, voilà certainement de quoi faire plaisir aux habitants.

L'Espagnol Santiago Calatrava, quant à lui, a offert à Liège, ville de 200.000 habitants, la plus grande gare TGV d'Europe au terme d'un chantier de 9 ans qui vit exploser les coûts de construction (de 161 à 500 millions d'euros, sur les deniers de la SNCB) et fut le prétexte à raser les îlots voisins : *«La cohabitation entre la gare et le quartier n'est plus possible»* déclara celui qui s'apprête maintenant à remettre le couvert à Mons. En 2001, c'est son collègue Hollandais Rem Koolhaas qui vint au secours d'institutions européennes soucieuses de redorer leur image à Bruxelles : il préconisa de penser en termes de sigles et de transformer le drapeau européen en code barre, comme s'il s'agissait de vendre l'image d'une marque. En 2008, c'est au tour du Français Christian de Portzamparc d'être convoqué par les autorités pour redessiner la rue de la Loi afin de mieux satisfaire les appétits immobiliers dans un *quartier européen* arrivant à saturation ; dans la foulée, il est embauché par un promoteur pour dessiner 2 tours de bureaux dans le même quartier, et 3 autres ayant la même fonction du côté de la gare du Midi.

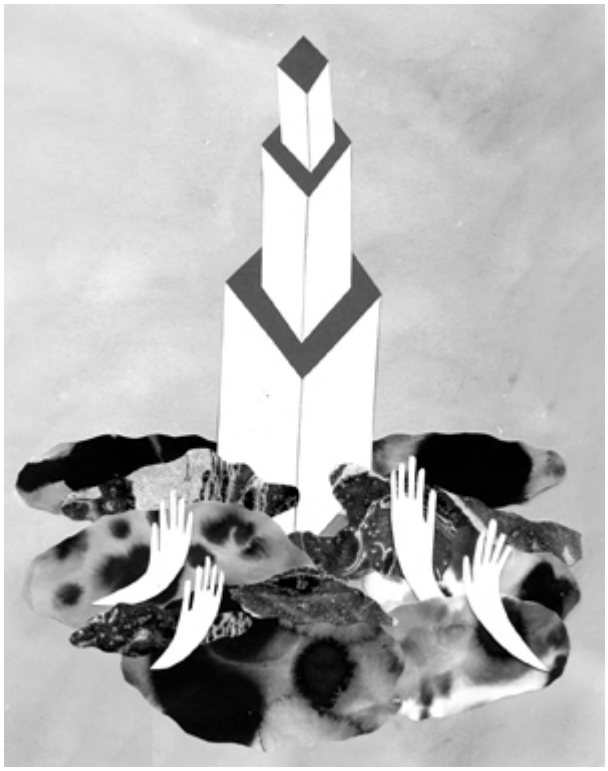
Ces *iconoclastes* autoproclamés ont donc parfaitement intégré l'économie de marché et relayent le discours ambiant, justifiant la course à la hauteur et à la densification que se livrent les grandes villes. Les bâtiments ou les plans d'urbanisme qui leur sont commandés servent avant tout à ériger des *«emblèmes d'un nouvel élan métropolitain»* comme l'exprime avec emphase le maire de Paris. Ce qui importe, c'est de symboliser la puissance d'une firme, d'un pays, d'une région ou d'une ville qui se pensent comme des marques et veulent exprimer leur *dynamisme* et leur attractivité à travers des immeubles tape-à-l'œil comparables à des logos. Les superstars de l'architecture suivent servilement cette logique de marketing qui vise à transformer les villes en capitales d'affaires et de tourisme, les gares en cathédrales ultra-modernes. Dans le champ institutionnel et médiatique, la seule évocation de leur nom donne légitimité et standing à des projets titanesques, comme si leur signature devait suffire à éteindre tout débat et tout esprit critique. Mais pourquoi leur ferions-nous confiance ? Nageant comme des poissons dans l'eau d'un secteur immobilier qui condense la grande majorité des affaires de corruption dans le monde, ils portent en revanche peu d'intérêt aux besoins des populations locales et des usagers. Bombardés experts de villes qu'ils connaissent à peine, ils ont maintes fois montré le peu de cas qu'ils font des conséquences urbaines, humaines et environnementales de leurs projets, de leurs coûts de construction et d'entretien exorbitants, de leur pseudo-durabilité, et même de leurs finitions parfois bâclées…

Il est grand temps de chercher le chemin d'une véritable architecture publique, d'intérêt général, qui soit enseignée, critiquée, débattue, concertée. La ville est une affaire trop importante pour être laissée aux mains d'une poignée d'hommes d'affaires à la pensée utilitariste, ou d'un *star system* qui produit des exercices formels pour

magazines de papier glacé et vend de l'architecture comme du *branding* ou de la publicité.

• Gwenaël Breës

Article paru dans le n°3 de « Kairos, journal antiproductiviste pour une société décente ».



Me gusta la gratuidad !

La Place du Jeu de balle vient de servir pour la première fois de salle de concerts payants. Retour sur l'organisation de cet événement et ses conséquences. Gros déploiement de police et petits mensonges…

Les organisateurs semblent avoir tenu compte du quartier plus que ce qu'ils avaient laissé paraître dans un premier temps :

• La place n'a pas été complètement fermée pendant quatre jours. Le montage s'est déroulé de manière à ce que le marché aux puces puisse continuer à se tenir chaque jour, bien qu'amputé d'une partie de sa superficie. Pour les marchands, la casse a donc été limitée. Une vingtaine d'entre eux s'est tout de même vue privée de son gagne-pain. Payant leur emplacement au mois, le manque à gagner de ces quatre jours de chômage forcé ne leur sera pas remboursé.

• Dans l'après-midi du 11 juillet, le sound-check a même été l'occasion d'un moment sympathique entre les musiciens et un petit attroupement de passants et d'admirateurs, la place étant encore ouverte et la police ne s'y étant pas encore déployée.

• Les concerts (Manu Chao, et Troba Kung-Fu en première partie) ont commencé et se sont terminés pile-poil à l'heure annoncée. Plus de bruit après 23 heures… mais pendant les concerts, quel volume !

Un dispositif policier impressionnant… et coûteux

Vers 17 heures, la place fut entourée de grillages noirs pour empêcher l'accès et la vue de l'extérieur du site. La grande surprise du dispositif fut le bouclage complet du quartier par la police, bloquant tous les accès à un périmètre bien plus large que la place. Toute personne n'ayant pas le précieux sésame pour assister au concert se voyait donc refoulée du quartier. On a vu des habitants devant négocier avec les policiers pour pouvoir rejoindre leur domicile, et des personnes ayant rendez-vous avec les amis qui avaient leurs tickets devant jouer de ruse pour franchir les barrages. On n'avait jamais vu un tel dispositif policier en plein coeur de Bruxelles, si ce n'est bien sûr dans le quartier Léopold lors des Sommets européens ou pour empêcher les supporters de foot d'accéder à la Grand Place pendant l'Euro 2000. Certains n'ont pu s'empêcher de faire le lien avec le concert que Manu Chao donna en 2001 à Gènes pour les manifestants qui voulaient assaillir la zone rouge, encerclée par la police et protégeant les dirigeants du G8 cloîtrés dans les quartiers centraux de la ville. C'est une autre histoire… Mais du point de vue symbolique, voir la venue de Manu Chao déclencher la présence massive de policiers dans un quartier populaire n'est pas des plus réjouissant.

En tout cas, voir autant de policiers jouer les contrôleurs de tickets pour un concert payant est une première… On en a vu qui coursaient quelques courageux sans-ticket essayant de gravir les barrages, qui empêchaient des badauds de regarder le concert à travers les fentes des bâches apposées sur les grillages, ou qui réprimandaient les cafetiers servant des bières à des spectateurs à travers cette barrière. Même aux abords de la place, la notion d'espace public n'existait plus.

Le soir du second concert, des habitants et des cafetiers affichaient et distribuaient les deux textes du présent blog. Aussitôt, le service d'ordre et la police reçurent l'ordre de confisquer les tracts, d'arracher les affiches et menacèrent d'arrêter manu militari ceux qui les diffusaient. Cette opération policière de la plus haute importance dura une bonne partie de la soirée, puisque les affiches réapparaissaient sans cesse sur les palissades fermant la place…

Tout cela pose des questions, tant sur le coût réel de l'opération que sur l'opportunité d'organiser ce type d'événement au coeur d'un tel quartier. Le déploiement policier des 11 et 12 juillet aurait coûté 80.000 euros d'argent public !

La colère des cafetiers du Jeu de balle, restés ouverts pour l'occasion, était d'autant plus forte que ce dispositif sécuritaire les a empêchés de profiter de l'événement. En effet, toute personne n'ayant pas de ticket ne pouvait accéder à la place, tandis les spectateurs qui pénétraient dans l'enceinte fermée du concert ne pouvaient plus en sortir. Il y eu donc bien peu de monde qui put fréquenter les bistrots de la place.

Le public présent se souciait probablement peu de ces petits désagréments pour les gens du quartier. Le fait que ces deux concerts aient été les seuls de Manu Chao pour le Benelux, qu'ils tombaient en plein été et, rappelons-le, qu'ils coûtaient 33 euros, a rassemblé un public venu davantage de toute la Belgique et de plus loin encore qu'un public local. Le caractère unique de l'événement et le nombre de places limité (11.000 tickets au total, très rapidement vendus) a évidemment créé beaucoup de frustrés. Les tickets se revendaient d'ailleurs autour de 200 euros au marché noir !

Il reste à faire en sorte que cette première n'ouvre pas la porte à d'autres événements payants sur la Place du Jeu de balle et ne donne pas aux autorités bruxelloises l'envie de la transformer en scène régulière du Brussels Summer Festival. On peut d'autant plus les soupçonner d'avoir cette intention que Manu Chao, rencontré à l'issue de son second concert, nous a assuré que l'idée de jouer sur la Place du Jeu de balle ne venait pas de lui mais bien des organisateurs, contrairement à ce que leur campagne de communication a affirmé. Il nous a dit ignorer le fait que ses concerts étaient les premiers payants sur cette place, et rejoindre nos critiques.

Oui aux concerts gratuits sur la Place du Jeu de balle, non aux événements qui privatisent cet espace et empêchent habitants et commerçants de profiter de la fête !

Manu Chao à la Place du Jeu de balle : une bonne idée, vraiment ?

Les deux concerts que donne Manu Chao dans les Marolles ces 11 et 12 juillet réjouissent peut-être les fans, mais moins les habitants et usagers de la Place du jeu de Balle. Celle-ci va être fermée pour un événement qui n'est manifestement pas destiné à la population du quartier.

Manu Chao à la Place du Jeu de Balle ? L'idée paraît réjouissante… Pour les spectateurs, le lieu choisi annonce une ambiance nettement plus conviviale qu'un concert dans un stade ou une grande salle de concert. De plus, il y a une certaine adéquation entre le chanteur franco-espagnol, engagé socialement et politiquement, sa musique métissée, et ce quartier populaire, rebelle, marqué par les vagues immigrations notamment espagnole ou marocaine. Les Marolles, c'est un quartier très ancien, largement amputé par la construction du Palais de Justice mais qui a tenu tête à plusieurs reprises dans l'histoire à des projets de démolition et d'expropriation. Un quartier qui a réussi à garder son âme, et où l'on trouve encore des traces d'un Bruxelles ancien, populaire, de ses dialectes, de ses petits métiers… Et ce, malgré un phénomène d'embourgeoisement de plus en plus marqué par la présence de nombreux antiquaires de luxe, de magasins « vintage », de cafés branchés et de nombreux touristes attirés par le caractère « authentique » et par l'esprit qui se dégage de ses ruelles. Le grand nombre de logements sociaux implantés dans le quartier le préserve heureusement d'une gentrification complète et rapide.

Bref. Manu Chao dans les Marolles, c'est un peu comme voir Pink Floyd à Pompéi ou un concert techno dans un hangar industriel : la symbiose entre artiste et lieu semble parfaite. En apparence. Car au-delà du symbole, que va réellement amener cet événement au quartier et à ses habitants ? Feront-ils partie de la fête, ou bien le coeur de leur quartier servira-t-il seulement de cadre, d'image de carte postale à un événement privatif ? Au vu du prix des tickets (33 euros, en vente uniquement à la FNAC) et de leur nombre limité (la place n'est pas très grande, les deux concerts ont donc été très vite sold-out), il y a fort à parier que les Marolliens ne seront pas nombreux à profiter de la belle énergie scénique du chanteur, autrement qu'en l'écoutant de leurs fenêtres. Aucune promotion spécifique de l'événement ne s'est d'ailleurs effectuée par chez eux. Pas d'invitation, pas de tarif réduit. Juste une lettre distribuée en toutes-boites pour détailler les nuisances et les désagréments que produiront les concerts. Les organisateurs annoncent quatre jours d'occupation de la place. Celle-ci sera grillagée, la circulation et les transports en commun déviés. Un précédent qui, espérons-le, ne se reproduira pas.

Car pourquoi venir ici, si c'est pour privatiser l'espace pendant plusieurs jours sans en faire profiter les habitants ? S'il n'était pas possible de rendre ces concerts gratuits, d'autres salles, places, parcs ou stades auraient été bien plus adéquats. Le Brussels Summer Festival (BSF, un festival coorganisé par la Ville de Bruxelles, hyper sponsorisé et qui, comme son nom l'indique, ressemble plus à un événement de city marketing destiné à animer le centre-ville pendant la période touristique qu'à un festival avec une âme et une identité musicale), organisateur de ces concerts, occupe habituellement d'autres scènes dans des lieux mieux adaptés à ce type d'événement, comme la Place des Palais ou le Mont des Arts…

Selon le BSF, c'est à la demande de Manu Chao, « *tombé amoureux*« du quartier, que les deux concerts auraient été organisés ici. Une idée peut-être partie d'un bon sentiment mais qui, du point de vue du quartier et de ses habitants, va produire l'inverse de l'effet recherché. La Place du Jeu de Balle est le coeur d'un habitat dense, populaire, et d'un marché quotidien. Fermer cette place, c'est mépriser ces réalités. Des concerts sont bien organisés une fois par an sur cette place, la veille de la fête nationale du 21 juillet, mais gratuitement. Et quoiqu'on puisse penser de la programmation folklorique qui y est proposée (Annie Cordy, Plastic Bertrand, etc.), tout le monde peut en profiter.

Alors, qu'on se le dise : la véritable fête populaire dans les Marolles n'aura sans doute pas lieu avec Manu Chao, mais plutôt huit jours plus tard, le 20 juillet… avec Sandra Kim et le Grand Jojo !

P.S. Un billet sur les suites de ces concerts : ici.

Un abattoir en ville

Dans ce numéro spécial, « Bruxelles en mouvements » se focalise sur les Abattoirs d'Anderlecht, un site urbain hors du commun, fort de son histoire, de sa construction et des énergies qu'il renferme.

Souvent cachée et vécue comme un tabou, la problématique de l'élevage, de l'abattage et de la transformation des animaux en produit de consommation est pourtant un enjeu d'une grande importance. Un abattoir urbain, pratiquement effacé des cartes des villes, renvoie tant à des questions d'ordre écologique, urbanistique, économique, social, que philosophique ou éthique.

S'intéresser au devenir des abattoirs, c'est affronter la complexité de l'écosystème urbain et mener une réflexion impliquant l'ensemble de la collectivité.

Un dossier réalisé par Gwenaël Breës, Gilles Renson et Claire Scohier.
Publié dans le n°256-257 de « Bruxelles en mouvements » (mai 2012).

Télécharger le journal.

Culture à Bruxelles : les artistes tirent leur plan

Fin 2009, les réseaux artistiques bruxellois francophone et néerlandophone accouchaient d'un Plan culturel. Intrigué par cette démarche inédite, « Bruxelles en mouvements » s'est attelé a`rassembler divers acteurs concernés par la démarche pour les mettre en dialogue. Nous vous livrons ici, tout au long d'un dossier de 22 pages, le fruit de ces rencontres.

Un dossier réalisé par : Gwenaël Breës, Mohamed Benzaouia, Nicolas Prignot, Claire Scohier et Mathieu Sonck.
Publié dans le n°237-238 de « Bruxelles en mouvements » (juin 2010).

Télécharger le journal en pdf.

Neerpede, Tour & Taxis et Gare de l'Ouest

Trois courts métrages sur des lieux et quartiers de Bruxelles en proie à un nouveau développement urbanistique : Neerpede, Tour & Taxis et Gare de l'Ouest.

Réalisés par Gwenaël Breës, Axel Claes, Kodjo Degbey, Dominik Guth et Mathieu Haessler dans le cadre du PleinOPENair 2008 .

- **La gare de l'Ouest | 10 minutes**
- **Tour & Taxis | 9 minutes**
- **Neerpede | 11 minutes**

AlterEcows

Une balade radiophonique en deux épisodes dans le grand parc à thèmes bruxellois et dans l'univers du "city marketing".

Une production de Radio Campus | Avec la participation de Gwenaël Breës, Axel Claes, Nicolas Torres Correia, Irvic D'Olivier, Bendy Glu, Bernard Mulliez, Mercedes Suyapa, Olivier Taymans, Emmanuel Tête, Nicolas Willems… | 2 x 60 minutes | 2003

Elles sont 187 à avoir envahi les trottoirs bruxellois, investi les médias et l'esprit des journalistes, distrait les hommes politiques et les services de sécurité, nourri financièrement les boîtes de communication et les promoteurs immobilier… Comme d'autres villes de la planète, Bruxelles a été victime de hordes de vaches en polyester.

Deux émissions spéciales d'AlterEcho consacrées à l'opération "Art, Fun and Charity". Au travers de concepts immobiliers comme les "bussiness-parks", de nouvelles formes "d'art" et de "mécénat d'entreprise", une balade radiophonique en deux épisodes dans le grand

parc à thèmes bruxellois et dans l'univers du "city marketing".

Episode #1
AltereCows #1 posté par meuuh

Episode #2
AltereCows #2 posté par meuuuh

La Grande Parade médiatique

Précédée par un troupeau de journalistes qui l'a annoncée pendant des mois comme l'événement bruxellois de l'été, l'exposition Art on Cows a bénéficié d'un marketing savamment orchestré. Cette « Cow Parade » bruxelloise a ainsi entraîné les médias dans un élan d'enthousiasme infantile et quasi-unanime. Jusqu'au ridicule…

Les vaches sont funs, chouettes, sympas ou vachement belles, c'est selon les articles. Elles animent l'espace public. Les Bruxellois les aiment. En plus, elles sont « sociales » et « bienfaisantes ». C'est donc une belle idée, rafraîchissante, drôle et utile, commente par exemple « Télémoustique ». Et puisque tout le monde semble y trouver son compte, à quoi bon entrer dans d'inutiles polémiques sur la privatisation de l'espace public ou encore sur la place du marketing dans la vie artistique…? Au sujet d'Art on Cows, quasiment aucun journaliste n'a donc soulevé la moindre question sur la réelle nature artistique, caritative ou sociale de l'événement. Au contraire: le language médiati-cow a transformé sans vergogne les sponsors (patrons, selon les plaquettes apposées aux pieds des vaches) en mécènes, et a utilisé les artistes comme des faire-valoir, à peu près jamais sollicités pour s'exprimer sur ce qui était pourtant présenté comme leurs oeuvres. Dans la ferveur médiatique et la torpeur de l'été, même les journaux spécialisés ne se sont pas attardés à chercher des poux dans le pelage bovin. Dans l'abondante lecture que nous avons avalé pour vous, seul un petit encart de l'hebdo « Zone 02 » s'interrogeait sur la dimension prétendument artistique du projet, comparant la vache-à-peindre-pour-artiste à un croquis-à-colorier-pour-enfant. Quant aux critiques, elles ont été présentées dès le début comme marginales et émanant de quelques intellectuels sans doute trop sérieux pour être sensibles à la fraîcheur de cette initiative qui montre que l'on a de l'humour en Belgique. La couverture médiatique fut donc à la hauteur des attentes de ses organisateurs. Maximale. Les rédactions s'emparèrent du sujet comme un seul homme: il fut question des vaches dans les rubriques culturelles comme régionales, de société comme de mode… Seuls la météo et les mots-croisés furent épargnés.

Comme subjuguée, la presse réserva ce traitement élogieux dès les balbutiements du projet. Mais il y eut ensuite sa concrétisation, la confection des vaches, l'inauguration de la plus grande exposition à ciel ouvert d'Europe et on ne dénombre plus les articles sur la vache de tel sponsor, l'audace de tel artiste, l'originalité de tel produit de merchandising dérivé, etc… Sur le site d'Art on Cows, une revue de presse sélective répertorie ainsi plusieurs dizaines d'articles parus avant même qu'une seule vache ait posé ses pattes en rue! Tout ça n'est pas trop étonnant, quand on sait que les organisateurs viennent du monde de la communication et de « boîtes d'events » qui ont de nombreux médias pour clients. Et le fait que certains de ces médias aient financé leur propre vache n'a évidemment rien gâté; ceux-ci dédiant au projet un retentissement phénoménal, à travers leurs différentes rubriques et suppléments.

« Tout le monde aime les vaches »…

Bref, tout le monde semblait content…Les médias tout d'abord, qui se demandaient jusque-là quel sujet allait bien pouvoir les occuper, à part les traditionnels châteaux de sable de la Côte ou la Foire du Midi. Certains d'entre eux trouvant même l'occasion de se faire un petit coup de pub, comme « La Libre Belgique » ou encore « Le Soir » dont la vache dénommée « Victorine » (en référence au titre de son supplément pseudo-insolite et à son fondateur, Victor Rossel) signe une chronique hebdomadaire. Les organisateurs ensuite, qui avaient démarré leur carrière en vendant aux Communes des plaques de rues sponsorisées, pouvaient à présent savourer la réussite d'une nouvelle opération, bien plus prestigieuse et juteuse. La Ville de Bruxelles, qui bénéficie d'une animation gratuite pendant trois mois, apprécie elle aussi. A tel point qu'elle aurait déjà demandé aux organisateurs de plancher sur une nouvelle idée, pour l'an prochain. Enfin, ce sont bien sûr les sponsors et les publicitaires qui jubilent. Ils assurent non seulement leur visibilité, à moindres frais, dans une partie de l'espace public qu'ils n'avaient pas encore su atteindre. Mais surtout, grâce à la complicité de la Ville de Bruxelles, ils ont ainsi réussi à créer ce précédent qu'ils ne manqueront pas de réitérer. Dans « La Libre Belgique », la banque Fortis confirme quant à elle que sa participation représente un intérêt commercial tout en lui permettant de prendre part à un projet culturel. Même enthousiasme dans un magasin de jouets de la très chic avenue Louise, pour qui l'action semble porter ses fruits: la vache se trouve à proximité du magasin et depuis lors, les clients se font plus nombreux. Quant au parrain principal, il est aux anges. Intimement liée à Cofinimo (qui joue dans la cour des grands du marché immobilier bruxellois), la société Robelco explique son parrainage de l'opération par sa sensibilité à l'intégration harmonieuse du bâti dans son environnement et par le fait que le concept bovin correspond totalement à ses valeurs et à son objectif, qui est de rendre Bruxelles vachement plus belle, plus esthétique, plus ludique, plus dynamique et plus citoyenne… De vrais altruistes, ces promoteurs immobiliers!

La citoyenneté étant un thème porteur, les organisateurs ne se sont en effet pas privés de l'utiliser. Leur dossier de presse présente par exemple Art on Cows comme un événement de mobilisation citoyenne, les habitants de la ville étant mu par le même enthousiasme de montrer leur ville sous un jour sympathique, bariolé et bien vivant. « La Libre Belgique » acquiesce: L'exposition connaît un vaste courant de sympathie auprès des Bruxellois et des touristes. Mais c'était sans compter sur le fait que tous les habitants ne partagent pas ce point de vue…

Mais les « artistes frustrés » et les « vandales » gâchent la fête !

Moins d'un mois après l'arrivée des 187 vaches sur le territoire de Bruxelles-Ville, les organisateurs déchantent. L'expo suscite certaines jalousies, se lamentent-ils. Et comme le veut la logique du feuilleton, l'annonce de la première griffe ou oreille cassée devait suffire à mettre la presse en émoi et à mettre en boîte un nouvel épisode…

Peu de temps après avoir relayé un appel au respect suite à de premiers actes de vandalisme, « Le Soir » titre en première page: La violence n'épargne pas l'art de rue. Les faits évoqués se sont produits à Liège, à Ostende… et à Bruxelles, où Art on Cows est victime de déprédations qui sont notamment l'oeuvre d'enfants turbulents et de curieux.

Grâce à l'interview de l'une des organisatrices, « Le Soir » nous apprend en effet que deux types de vandalisme sévissent. D'une part, il y a le vandalisme normal, provoqué par la curiosité notamment lorsque des enfants montent sur les œuvres ou des touristes qui les abîment en prenant des photos. « Normal » certainement, mais non prévu par les

initiateurs du projet, si l'on en croit du moins le palpitant témoignage du nettoyeur chargé de la propreté des vaches, publié en exclusivité par « La Capitale ». Selon lui, les visiteurs n'hésitent pas à grimper sur les vaches. Ca les dégrade, la couleur part. De plus, certaines vaches ne sont pas attachées et risquent de tomber. Les vaches n'avaient-elles donc pas été conçues pour être touchées, chevauchées, ni même photographiées?…

Aucun journaliste ne s'étonne de cet amateurisme patent. Car à leurs yeux, le plus grave réside ailleurs: dans le vandalisme de type organisé, où des groupuscules vont sur place, bien décidés à saccager les génisses décorées. Les organisateurs d' Art on Cows pensent même savoir que ces attaques ont été commanditées par des individus autres que ceux qui les ont perpétrés: des petites mains, agissant pour des commanditaires. Une maffia, en quelque sorte?

Un quotidien de la carrure du « Soir » ne pouvait pas se contenter de cette lumineuse analyse. Un sociologue fut donc convoqué, pour nous expliquer comment de tels passages à l'acte sont possibles. Sa réponse est simple, mais grave: les freins sociaux sont moins solides; ce vandalisme serait le fait de gens peu habitués à être en présence d'œuvres d'art. En somme, des gens « peu cultivés », qui ne vont pas au musée et qui donc, une fois confrontés à une oeuvre d'art contemporain en rue, ne peuvent pas reconnaître ce qui est beau… L'artiste Jacques Charlier confirme: Il y a de la provocation à mettre des oeuvres d'art face à un public peu habitué aux démarches culturelles. Peut-être ce public néophyte, pourtant ciblé par Art on Cows, a-t-il tout simplement confondu les oeuvres avec de vulgaires pancartes publicitaires?

« Monsieur Sponsor » dans son pré privatisé

Mais en quoi ont donc consisté ces attaques graves et inquiétantes dénoncées avec tant de virulence? Si l'on exclut les traces de pieds des enfants, les graffitis, une dame de 70 kg qui s'assied sur le cou d'une vache pour être prise en photo par son mari, et des témoins qui auraient vu une bande huit personnes – des femmes- lacérer une vache au cutter en pleine journée, le principal acte de saccage organisé évoqué consiste en un vol organisé… Qu'a-t-on donc dérobé qui ait tant de valeur, si ce ne sont pas des vaches?

La plupart des plaques indiquant les noms des artistes et des mécènes ont été enlevées, relate « Le Soir ». Sans foi ni loi, ces vandales arrachent le pedigree des vaches. Ce qui révolte au plus haut point les organisateurs: C'est une atteinte au travail de l'artiste, car ces plaques constituent pour lui un moyen de se faire connaître…

En réalité, cette indignation trouve peut-être son origine ailleurs que dans le souci que les organisateurs portent à la renommée des artistes. C'est à nouveau « Le Soir » qui nous l'explique, au détour d'un article qui ne manque pas d'ambiguïté: Si le nom de leur père nourricier – Monsieur Sponsor – disparaît, la présence des vaches dans le pré bruxellois ne se justifie plus guère… A elle seule, cette petite phrase est non seulement l'aveu de la réelle motivation de la présence des vaches en rue; mais elle indique également la raison pour laquelle un commando a probablement choisi d'arracher minutieusement l'ensemble des plaques.

Néanmoins, les enquêteurs d'Art on Cows en cela relayés par la plupart des médias, préfèrent privilégier l'hypothèse de collectionneurs ou de vandales. Tout en continuant à entretenir amalgame et confusion entre différents types de vandalisme. Exemple (dans « Le Soir »): puisque les vaches les plus vandalisées (au Heysel) sont celles qui appartiennent à des associations, ils en concluent que la disparition des plaquettes n'a

rien à voir avec des motivations anti-commerciales. Ainsi, tout le monde qui « abime une vache » est mis dans le même sac et personne ne se demande même pourquoi, justement, toutes les vaches « associatives » sont exposées au Heysel, loin des hordes de visiteurs du centre-ville; alors que toutes les autres sont, elles, condensées dans quelques quartiers prestigieux ou commerciaux…?

Règlements de comptes à Cow-City

L'insinuation du « Soir » était claire. D'après l'article, les vaches ne seraient donc pas principalement des œuvres d'art… Un débat aurait pu s'amorcer là, les journalistes ayant une bonne occasion de faire enfin leur travail. En effet, quelques questions élémentaires ne manquaient pas d'apparaître à la lecture de ces articles…

Quelle est, par exemple, la réelle proportion d'argent attribuée au social et au carritatif, dans les différentes transactions financières bovines (première vente puis vente aux enchères)? Quelles sont les relations entre les organisateurs et leurs « parrains principaux » (Robelco, Artecom, Renault…)? Et quid des réelles motivations de ces entreprises, ou encore de la position équivoque de la Ville de Bruxelles face à cette publicité camouflée et non-taxée qui s'expose dans ses rues?

Mais non. Les organisateurs réfutent ce débat et décrètent: Lorsqu'on nous accuse d'agir dans un but commercial et de ne pas faire de l'art, ce n'est pas l'objet de la question. Le seul débat qui les intéresse est d'une autre nature. Il leur faut sauver les vaches et donc, sécuriser un espace public qui leur paraît aussi hostile et dangereux que le Far-West. Il n'en faut pas plus pour que les médias reprennent en choeur ce message sécuritaire. Avec d'autant plus de vibrato que les organisateurs leur annoncent, atterrés, que c'est à présent à présent l'enlèvement d'une vache qu'ils ont à déplorer…

« Deci-Bella » a mystérieusement disparu du Parc Royal. Bruxellois, on attaque vos vaches!, titre rageusement « La Capitale » sur toute sa couverture. « La Dernière Heure » s'indigne: Bruxelles est la première ville où l'on déplore une telle disparition, profite de l'occasion pour tenter une comparaison sécuritaire entre Bruxelles, Chicago et Sydney (deux autres villes où des « Cow Parade » ont été organisées) !

C'est un acte gratuit, nul, débile !, tempêtent quant à eux les fins limiers d'Art on Cows, pour qui l'affaire est déjà plaidée: cette fois encore, c'est un seul et même gang organisé qui a sévit.

Du coup, certaines vaches ont dû être déplacées dans des endroits moins dangereux pour elles, plus près de leur sponsor. Les organisateurs disent même avoir peur de devoir annuler leur exposition, si trop de sponsors en arrivaient à vouloir mettre leur vache « en sécurité » (dans une vitrine, un centre commercial…). Alors pour eux, le temps de l'action a sonné…

Une conférence de presse est organisée. Le message est confus. Un organisateur clame d'abord son ouverture au dialogue avec les anti-vaches. Puis, furieux, le patron d'Art on Cows se lâche: On nous cherche visiblement, mais je dis à ceux qui nous cherchent qu'à partir d'aujourd'hui, c'est nous qui allons les rechercher! Ambiance.

Les organisateurs ne décolèrent pas. C'est à ce point, affirme « La Capitale », qu'ils ont décidé de réagir vivement, en invitant le public, qui de toute évidence aime ces vaches, à dénoncer les inciviques via internet. L'Echevin de la Culture de Bruxelles compatit à leur douleur et se prend lui aussi à vouloir jouer au Sheriff. Tombant pieds

joints dans le panneau, Henri Simons déclare à « La Libre Belgique » avoir sensibilisé la police de Bruxelles à cette question des vaches.

C'est avec un premier degré pathétique que les journalistes traitent ce nouveau coup vache, se contentant de « dévoiler » des mesures dignes d'un Western: un avis de recherche national et international a été lancé pour retrouver « Deci-Bella », une plainte contre X a été déposée, la police enquête, les organisateurs sèchent leurs larmes tandis que les mesures de sécurité et de surveillance ont été renforcées en ville et qu'un Cow-Hospital va voir le jour pour réparer les vaches vandalisées! Personne ne relève que ce « service après-vente » (payant pour les sponsors) n'avait pas été prévu jusque-là; ce qui en dit pourtant long sur la naïveté des organisateurs, s'imaginant que des objets placés en rue pendant trois mois ne subissent pas de détériorations.

Elan civique contre « les lâches et les jaloux »

Appel à la délation et avis de recherche relayés abondamment par la presse, sensibilisation de la police… Quel formidable élan de civisme spontané! Et quelle vision touchante d'une ville plus dynamique et plus citoyenne! Pourtant, cette délirante dramatisation des enjeux n'a pas suffit à rassurer les organisateurs. D'après le jugement expert de ceux-ci, la police bruxelloise est moins présente dans les rues qu'à New-York ou à Luxembourg. Et cela leur pose problème. Suivons leur regard…

Puisque la police ne fait pas bien son travail, voilà le privé qui vient à la rescousse. Securis, la société chargée de la protection et de la surveillance des vaches, travaille aujourd'hui en collaboration avec la police pour retrouver cette bande organisée. Elle va aussi désormais renforcer ses rondes, et ce gracieusement selon certains journaux!

Mais alors qu'ils s'étaient faits les porte-parole d'organisateurs vitupérant sur ces lâches, qui ne signent pas leurs actes et agissent à visage couvert, la plupart des médias se sont bien gardé de signaler à leurs lecteurs quand une lettre de « revendication » fut envoyée à propos de la disparition de « Deci-Bella ». Seule « La Capitale » y consacra un article, mettant à nouveau les vaches en Une de son édition.

Deci-Bella nous écrit!

Étonnante, la lettre que nous avons reçue hier matin, signée par la vache de l'exposition Art on Cows kidnappée le 7 juillet dernier. Cette lettre, postée à Libramont, provient-elle vraiment des auteurs du vol? >P.7

Le vélo au secours du GP de F1?

Kubla a demandé un "coup de main" à la société qui chapeaute le Tour de France >P.10

Mais ni « Le Soir » ni « La Libre », qui avaient pourtant fait grand cas de ce vol et

relayé les hypothèses les plus fantaisistes sur ses motivations, n'ont pas jugé utile de l'évoquer. Normal, sans doute, puisque la vache y signait elle-même un appel à l'émeute, dénonçant la mascarade commerciale d'Art on Cows et incitant les autres vaches à s'évader comme elle, loin de l'esclavage promotionnel et publicitaire auquel elles sont soumises (« La Capitale »). Le « Soir » et « La Libre » ont peut-être eu peur que leurs vaches soient à leur tour prises de démangeaisons…

Interrogé sur la lettre de « Deci-Bella », un organisateur réagit dans « La Capitale » en pointant les coupables: ce sont des artistes contestataires qui défendent un art purement intellectuel. Sa collègue complète leur portrait: ce sont des jaloux…

Quelques semaines plus tôt, la même déclarait au « Soir » que les gens qui saccagent ainsi les oeuvres ne font souffrir que les artistes. Et la voilà, s'appitoyant sur le sort de cette vache qui ne pourra plus être mise en vente au profit d'oeuvres caritatives, omettant cependant de rappeler aux lecteurs que sa société empoche 22% de cette vente, que le sponsor (récupérant ainsi au moins une partie de sa mise) et le concepteur suisse du projet prélèvent chacun une commission semblable (25% et 20%), ou encore que ladite vente aux enchères est avant tout conçue comme un « return » pour les patrons (publication d'un catalogue, présence des vaches pendant cinq jours sur la Grand Place, nouvelle campagne de presse, etc.).

Dans « Zone 02 », la gentille organisatrice explique moins naïvement sa désolation pour la vache disparue: le sponsor (Fortis Banque) est attristé, s'émeut-elle…

La presse incendiaire sollicite Krishna pour un « happy end »…

Dix jours plus tard, quand une seconde vache vient à disparaître des prés bruxellois, le mot d'ordre est « motus et bouche cousue ». Cette fois, ni conférence de presse, ni échos dans une presse qui avait pourtant prouvé sa complaisance. Pas de revendication, non plus. Il faut découvrir sur internet un nouvel avis de recherche, pour apprendre qu'il s'agit en fait d'une demi-vache puisque c'est la moitié de « Marguerite » qui a cette fois mis les voiles.

Son autre moitié sera réduite en cendres, fin août, provoquant de nouvelles réactions enflammées « La Libre » trouve cela lamentable tandis que « La Capitale » estime qu'il s'agit d'un acte dangereux pour l'environnement. Quant au « Soir », il s'adresse directement à l'auteur de l'immolation via une véritable leçon de morale signée par la vache « Victorine ». Extrait: Aujourd'hui, seuls les hindous nous honorent encore. Aux Indes, nous sommes libres et protégées de Krishna (…) Et c'est sans compter qu'en retour, nous y offrons aux hommes notre lait, nos fils pour qu'ils tractent les charrues et notre bouse pour qu'elle nourrisse la terre (…) Là-bas, nous sommes encore sacrées. Et présentes dans les villes telles des ambassadrices rappelant aux humains le respect qu'ils doivent à leur terre nourricière. C'est un peu pour cela, aussi, que nous étions installées pour l'été à Bruxelles…

Henri Simons émet l'hypothèse d'une incompréhension face à l'art contemporain. Les organisateurs, eux, veulent se faire justice. C'est désolant pour la Belgique et pour Bruxelles, commentent-ils. Suite à cette nouvelle déclaration de guerre, ils suggèrent que les auteurs de cet attentat anti-Belge soient punis sévèrement par les autorités de la Ville.

Ils ajoutent penser sérieusement à enfermer les vaches pour les protéger. Mais: nous ne pouvons pas placer un homme auprès de chaque vache, avouent-ils désolés. Ils avancent dès lors une solution qui reviendrait à démonter l'expo et à enfermer toutes les vaches

en milieu fermé… Dans la vitrine de chacun des sponsors, par exemple? Ou dans un centre commercial, comme le sort qui fut déjà réservé cet été à l'exposition de pipes géantes à Liège?… Une solution qui a au moins le mérite de rendre plus clair le véritable pedigree des vaches d'Art on Cows.

Quant au Cow-hospital qui avait été ouvert pour soigner les bêtes malades et lancé à grand renfort d'effets d'annonce, « Le Soir » nous apprend qu'il reste désespérément vide et ne sert donc à rien… Etonnant, non? « La Capitale » détaille: certaines vaches ne seront réparées que pour la vente aux enchères et conservées chez les propriétaires ou dans un endroit fermé, en sécurité.

Jalousie, violence, lâcheté, vandalisme… Commando, gang organisé… Proportionnellement aux éloges qu'ils avaient réservées à la ´Promenade des vachesª, les médias n'ont pas lésiné sur les mots pour condamner les « actions anti-vaches ». Entre les vandales et les organisateurs, il ne s'est trouvé aucun journaliste pour se demander lequel des deux gangs est réellement le plus organisé…!?

Ils ont préféré distiller le prêt-à-penser d'Art on Cows et véhiculer une vision caricaturale de la société. Où de gentilles entreprises désintéressées font du mécénat artistique (« patronat » artistique?), où les citoyens sont des patriotes soucieux de l'image internationale de leur ville, où des « créatifs » sympas font de l'art « chouette »… Mais où, néanmoins, les vandales agissent en toute impunité, des sociétés de gardiennage devant prêter main forte à la police et les organisateurs privés devant organiser leur propre justice…

Enfin, les médias n'ont pas hésité à consacrer aux vaches un espace à faire pâlir les plus grands festivals culturels. La place consacrée à la disparition d'une vache en fibre de verre était sans comparaison avec, par exemple, le peu d'écho réservé le même jour à l'arrestation de vingt-deux sans-papiers équatoriens à Saint-Gilles…

L'été bruxellois était vraiment digne d'une mauvaise série B.

• Gwenaël Breës, article paru en novembre 2003 dans le hors-série « Fart on Co's » (visiter le site ou télécharger en pdf).

Fart on Co's

Entre juin et septembre 2003, l'association « Art on cows » organise à Bruxelles ce qu'elle appelle la plus grande exposition d'art en plein air d'europe : la Cow Parade. Ce sont 187 vaches en plastique moulé (grandeur nature) décorées par des artistes que cette exposition rassemble dans les zones commerciales et touristiques de la ville.

« Art, fun and charity », une grande exposition (art) accessible à tous (fun) pour la bonne cause (charity) fonctionne comme suit. Un « mécène » achète une vache pour la maudite somme de 4250 Euros. Il la fait décorer par un « artiste » (Ministre de la Région wallonne, enfants de journalistes…). La vache est exposée dans la rue pendant 3 mois vissée à un socle de pierre. À l'issue de cette exposition, elle est vendue aux enchères. 33% des bénéfices de la vente vont à des fondations d'aides à l'enfance. Les autres 67 % retournent dans la poche des différents investisseurs (mécènes, Cow Parade, Art on cows).
Tout un poème financier savamment orchestré par de joyeux penseurs en marketing et

abondamment déclamé par une presse qui rêvait du feuilleton de l'été. Face à ce matraquage médiatique à sens unique du côté ludique de l'amusement et amusant du ludique, nous avons tenu à travers un journal titré « Fart on co's » (péter sur les compagnies) à recontextualiser ce type d'évènement. C'est-à-dire à rendre visible l'idéologie qui la véhicule et qu'elle véhicule, l'aspect publicitaire et sécuritaire qu'elle cache, ses conséquences sur la ville (le parrain du projet est un important promoteur immobilier), le tourisme, le champ social, politique et culturel…

Visiter le site ou télécharger le journal en pdf.